

Joe Biden, notre meilleur allié

Né en 1942, deux ans avant le D-Day, Joe Biden est assurément un homme fatigué, comme en témoignent les images des cérémonies de Normandie. Ce président américain n'en reste pas moins le meilleur allié possible pour l'Europe, cette grande Europe qui s'étend désormais de l'Atlantique à la Crimée.

De ce côté-ci de l'Atlantique, une question nous taraude pourtant. Meil-

leur allié, Joe Biden l'est-il simplement à cause de son âge ? Par le fait d'appartenir à une ancienne génération, instinctivement tournée vers l'ancien monde et qui serait en train de quitter la scène, à l'image des derniers vétérans ? Meilleur allié, l'est-il au contraire en dépit de son âge, en porte-drapeau d'une Amérique décidée à ne pas jeter ses valeurs par-dessus les moulins ? Ciblant le nationalisme

égoïste de Donald Trump, Biden assure que « l'isolationnisme n'était pas la réponse il y a quatre-vingts ans. Et ce n'est toujours pas la réponse aujourd'hui. »

Ainsi, devant les tombes de 9388 soldats américains morts en libérant notre continent du nazisme, il a parlé de l'Ukraine, « envahie par un tyran » et que « nous n'abandonnerons jamais ». « Si nous détournons le regard, l'Ukraine

tombera sous le joug russe, puis l'Europe entière tombera aussi. » Des mots très forts qui placent l'enjeu là où il se situe. En Ukraine, il n'est pas question de quelques territoires contestés, dont le sort pourrait se régler entre diplomates. Il s'agit de la sécurité de l'Europe tout entière, donc de la nôtre, nous Français.

Emmanuel Macron le pense aussi et c'est pour cela qu'il affirme, parfois

isolé parmi ses pairs, que « nous ne devons rien exclure » pour que la Russie ne gagne pas cette guerre. Entre le « et puis l'Europe tombera aussi » de l'Américain et le « notre Europe peut mourir » du Français, il y a plus qu'un air de famille : un souci commun du destin de nos démocraties.

Jean-Dominique Merchet
@jdomerchet

Pour la première fois, la poussée des partis nationalistes s'observera ce dimanche dans une large majorité des Etats membres. Un tournant politique, aux conséquences déjà perceptibles

Extrêmes droites : l'Europe dos au mur

Populismes

Les électeurs néerlandais, estoniens, tchèques et irlandais ont commencé à se rendre aux urnes ; les Français votent ce dimanche. **Les derniers sondages indiquent une droitisation du Parlement européen**, avec en tête, à peu près stables, la droite conservatrice suivie des Socialistes et démocrates ; et une montée des conservateurs et réformistes européens, emmenés par Giorgia Meloni, ainsi que de l'extrême droite avec le RN, qui deviendrait l'une des premières délégations de l'institution.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

DEPUIS quelques années, la montée de l'extrême droite en Europe s'observe de manière dispersée, au gré des élections nationales et locales dans chaque pays. Mais avec les élections européennes ce dimanche, pour la première fois depuis cinq ans, apparaîtra une photographie simultanée dans les 27 Etats membres. Selon la mise à jour du 3 juin de la plateforme d'agrégation des sondages Europe Elects, l'extrême droite arriverait en première position en Autriche (parti

populiste FPÖ), en Belgique (avec le parti nationaliste flamand Vlaams Belang), en France (RN), en Hongrie (Fidesz), en Italie (Fratelli d'Italia), en Lettonie (nationaux-conservateurs de NA), aux Pays-Bas (PVV de Geert Wilders) et en Pologne (où le PiS est au coude-à-coude avec la Coalition civique de Donald Tusk).

Eurosceptique. Tous pays confondus, les conservateurs et réformistes européens (CRE), emmenés par la

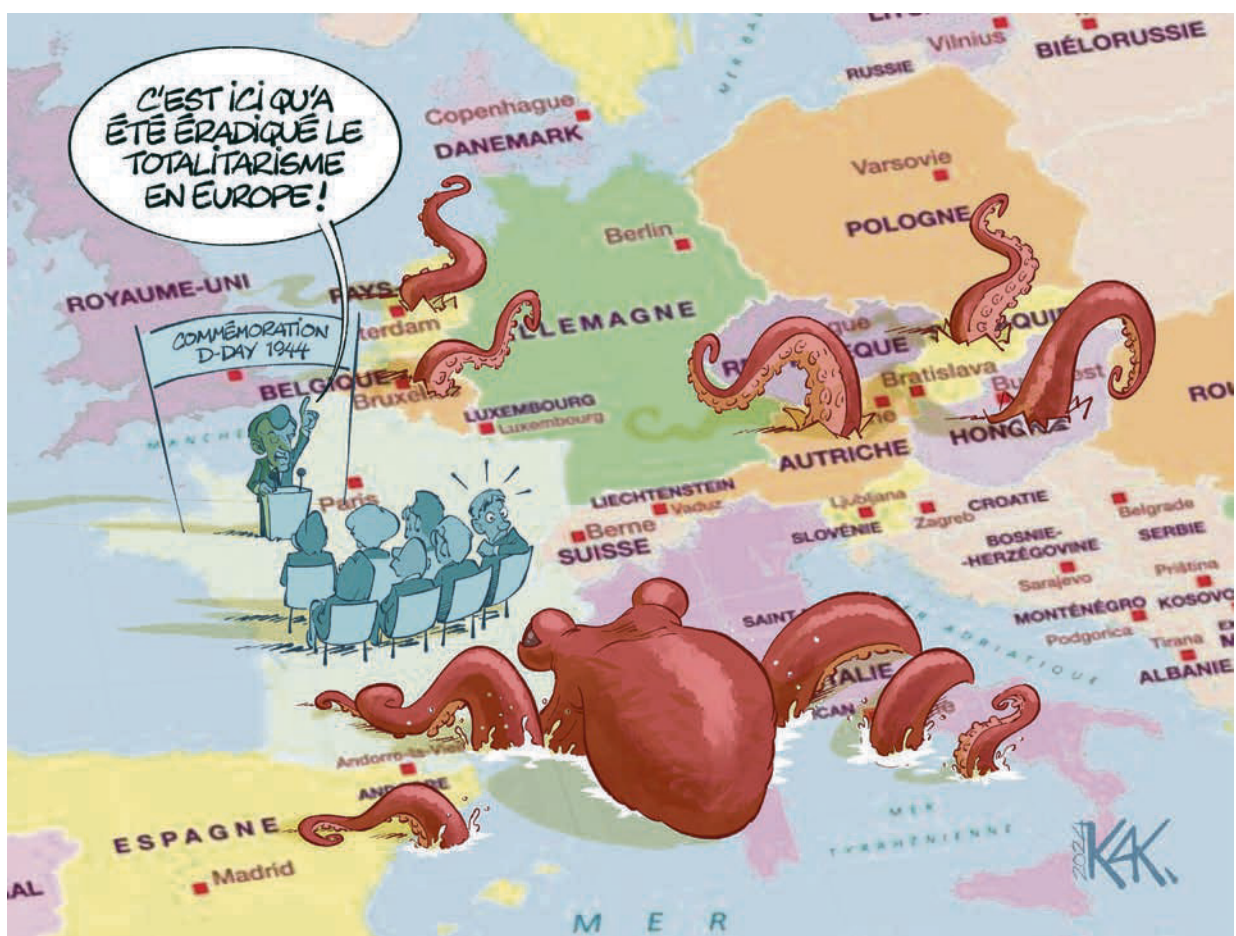
présidente du conseil Giorgia Meloni (dont le parti Fratelli d'Italia obtiendrait 22 sièges), un groupe traditionnellement eurosceptique qui abritait autrefois les Tories, gagneraient une dizaine de sièges pour atteindre environ 80, avec une chance de devenir le troisième groupe au Parlement européen, en passant devant les libéraux-centristes de Renew, eux aussi crédités d'environ 80 sièges, en fort recul en France et en Espagne.

Plus à droite encore, le groupe Identité et démocratie (ID) gagnerait également dix sièges pour atteindre autour de 70, dont une trentaine pour le RN, qui deviendrait l'une des plus grandes délégations nationales, avec les Allemands de la CDU-CSU. Et c'est sans compter l'AfD, créditée de 15 sièges, récemment exclue d'ID, mais qui pourrait être réintégrée si elle se séparait de sa tête de liste encombrante, Maximilian Krah.

En additionnant toutes ces formations, ainsi que le Fidesz de Viktor Orban (9 sièges dans les sondages) qui pourrait rejoindre les CRE, l'extrême droite atteindrait plus de 170 sièges sur 720, au moins vingt de plus qu'aujourd'hui. La recombinaison d'alliances au sein de cette force sera surveillée de près.

Toutefois, l'union des droites radicales dans un seul groupe, grand rêve de

●●● Pages 2 et 3



KAK

Un Français soupçonné d'espionnage arrêté en Russie

Guerre froide

DANS UNE TOURNURE d'événements qui rappelle les récits d'espionnage de la guerre froide, un ressortissant français de 48 ans a été arrêté ce jeudi à Moscou sous l'accusation d'espionnage.

Les enquêteurs russes ont déclaré ce jeudi avoir appréhendé l'homme, identifié comme Laurent Vinatier, conseiller au Centre pour le dialogue humanitaire (HD) basé à Genève. Selon les informations fournies par Reuters et l'agence de presse russe TASS, Vinatier est accusé de collecter des in-

formations sur les activités militaires russes.

Le Français, docteur en philosophie et reconnu comme expert du conflit tchétchène, de la Russie et de

l'Asie centrale, aurait participé à des tables rondes géopolitiques et rencontré des notables russes. Cependant, il n'était pas inscrit au registre des « agents étrangers » de la Russie, une

omission punissable par une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison selon le Code pénal russe.

La commission d'enquête de la Fédération de Russie a ouvert une affaire pénale, affirmant que les informations qu'il aurait recueillies, si obtenues par des sources étrangères, pourraient menacer la sécurité de l'État.

Le ministère français des Affaires étrangères n'a pas encore commenté l'affaire, mais cette dernière illustre les difficultés croissantes sur la liberté de recherche et les tensions géopolitiques actuelles, rappelant que les

ombres de la suspicion et de la diplomatie secrète planent toujours sur les relations internationales.

L'arrestation de ce ressortissant français arrive quelques jours seulement après l'arrestation dans un hôtel du Val-d'Oise, en banlieue parisienne, d'un homme de nationalité russo-ukrainienne âgé de 26 ans, alors qu'il confectionnait des engins explosifs. Soupçonné de préparer une action violente, il a été placé en garde à vue par le parquet national anti-terroriste, qui a annoncé mercredi avoir ouvert une enquête.

L'Opinion

En baissant ses taux, la BCE lâche du lest



SIPA PRESS

« Il est aujourd'hui opportun de réduire le caractère restrictif de la politique monétaire, après avoir maintenu les taux directeurs au même niveau pendant neuf mois », a estimé la Banque centrale européenne, qui ne s'engage sur aucun calendrier concernant l'évolution des taux directeurs dans les prochains mois. **Page 6**

Sciences Po : ce que révèle l'éviction de Pascal Perrineau

Le non-renouvellement du politologue comme professeur émérite signe une volonté de « changement d'ère » **Page 5**

Scientifiques engagés : jusqu'où n'iront-ils pas ?

Certains ont fait de la politique et en sont revenus, d'autres ne veulent pas s'y frotter. Des perles rares qui manquent dans les exécutifs **Page 7**

Pourquoi Wauquiez va accélérer après le 9 juin

La tentative à droite de la coalition avec Macron comme le risque de l'effacement mettent en péril ses ambitions présidentielles **Page 4**

Extrêmes droites : l'Europe dos au mur

|| | **Suite de la page 1**

Marine le Pen et de Viktor Orban, semble encore peu probable, pour diverses raisons : difficulté de ses membres, chantres de la préférence nationale, à faire des compromis avec d'autres délégations et se ranger derrière un chef de file unique ; avantage de se distinguer de groupes plus radicaux que soi pour paraître plus fréquentable ; et désaccords sur plusieurs questions de fond, dont la relation à la Russie, à l'Otan et à la Commission européenne. « On risque de continuer comme avant », résume un historique du groupe ID.

Cristallisation. Alliance des droites ou pas, les élections de dimanche feront entrer l'Europe dans « un nouveau monde politique », souligne un diplomate européen. « Même si l'extrême droite sera encore minoritaire, il y aura une cristallisation, insiste-t-il. La question sera de savoir comment prendre compte ce fait politique ». Le phénomène avait commencé à s'observer aux élections européennes de 2014, puis 2019, mais « la contradiction apparaît plus nettement aujourd'hui car en cinq ans, l'Union européenne (UE) n'a jamais été aussi clairement protectrice et indispensable », poursuit cet europhile.

C'est en France, où le RN est donné à plus de 30%, que la vision de l'UE est l'une des moins positives du continent, avec l'Autriche et la Tchèque, selon le dernier sondage Eurobaromètre du printemps 2024.

Les explications sont multiples : recherche de sécurité, désillusions du modèle commercial ouvert qui était au cœur de la construction européenne, suffocation face à la charge administrative et aux nouvelles normes vertes... D'ores et déjà, les messages sont passés : le programme de l'UE pour les cinq prochaines années devrait comprendre beaucoup moins de lois - avec potentiellement un nouveau poste de commissaire européen en charge de la simplification - et se concentrer sur l'application des textes. Priorité sera donnée à la défense et à la sécurité, à entendre aussi comme le renforcement des frontières et la lutte contre les migrations illégales.

« C'est une évolution continue depuis 2014, de renforcement des partis de droite radicale, et de croissance de leur influence sur l'agenda politique européen », constate Oliviero Angeli, politologue à l'Université de Dresde et coordinateur scientifique du Forum Mercator sur la Migration et la Démocratie (MIDEM).

Fin mai, lors d'un rassemblement de militants d'extrême droite à Mannheim, en Allemagne, un demandeur d'asile afghan poignarde et tue un policier. Dans la foulée, la ministre fédérale allemande de l'Intérieur Nancy Faeser, une sociale-démocrate, propose de reprendre les expulsions de migrants vers l'Afghanistan. « Elle reprend quasiment mot pour mot les demandes de l'AfD, comme Nicolas Sarkozy qui se servait des propositions du Front national pour faire avancer l'agenda de l'UMP », commente un proche de l'AfD.

D-Day: le Vieux continent menacé par la « tyrannie » russe selon Biden

JOE BIDEN n'avait pas encore 2 ans quand les alliés ont débarqué en Normandie le 6 juin 1944 pour délivrer la France du joug nazi. Quatre-vingts ans plus tard, à Colleville-sur-Mer, il a pourtant retracé avec émotion ce moment, cette « grande croisade pour libérer l'Europe de la tyrannie ».

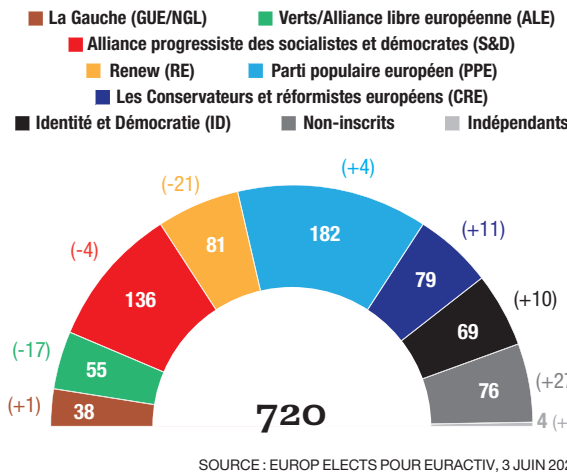
Le D-Day a toujours été un symbole de fierté pour les Etats-Unis. La célébration de son 80^e anniversaire est d'autant plus émouvante que selon toute logique, elle devrait être l'une des dernières pour les 180 vétérans américains ayant fait le voyage jusqu'en Normandie. L'un d'eux est d'ailleurs décédé à 102 ans, vendredi, en route vers la France. « Nous avons donc une obligation particulière, a déclaré le président américain. Nous ne pouvons pas permettre que ce qui s'est passé ici se perde dans le silence des années à venir. Nous devons nous en souvenir, l'honorer. »

Sous les yeux de ces derniers héros, d'Emmanuel Macron et de ses ministres, du Premier ministre canadien, Justin Trudeau, et de 24 autres chefs d'Etat ou de gouvernement, Old Joe a célébré l'alliance qui unit les Américains et les Européens depuis 1944. « Ce que les alliés ont fait ensemble, il y a quatre-vingts ans, dépasse de loin tout ce que nous aurions pu faire seuls. Les vraies alliances nous rendent plus forts », a-t-il affirmé, malgré une toux persistante.

« **Forces obscures** ». Mais son discours comportait également une vision sombre : « Nous connaissons les forces obscures que ces héros ont combattues il y a quatre-vingts ans. Elles ne s'effacent jamais », a-t-il averti, citant la guerre en

Un Parlement européen plus à droite

Projection des élections du 9 juin



Dans une interview donnée cette semaine au quotidien danois *Politiken*, la première ministre socialiste Mette Frederiksen, qui mène une politique migratoire très stricte, explique qu'elle ne rejette pas la coopération avec l'extrême droite comme certains de ses homologues européens. « Ici, j'ai une approche différente », indique-t-elle, étant prête à coopérer avec tous, excepté les pro-russes. « Le cordon sanitaire a déjà bougé, car la droite traditionnelle et la présidente de la Commission Ursula von der Leyen parlent de la possibilité de travailler avec les conservateurs et réformistes », observe Oliviero Angeli.

Machinerie. Paradoxalement, à Bruxelles, l'arrivée de 170 eurodéputés eurosceptiques n'émeut pas tant que ça. Les émissaires des capitales, vétérans de la machinerie européenne, ont constaté sa solidité au fil des années. D'ailleurs, selon Europe Elects, le Parlement pourrait continuer de fonctionner avec la même majorité centriste qu'au cours du précédent mandat, formée par la droite classique du parti populaire européen (PPE, 182 sièges), suivie des Socialistes et démocrates (S&D, 136 sièges), dans les deux cas plutôt stables ; et du groupe Renew. Cette majorité moins large qu'auparavant pourrait bénéficier du soutien des Verts, en perte de vitesse.

« Il sera intéressant de voir si le PPE essaye d'utiliser [les résultats des élections] pour proposer un agenda plus à droite de ce qu'ils auraient normalement fait, souligne Marta Lorimer, chercheuse en politique européenne à la London School of Economics. Et cela pourrait être accepté par les libéraux et la gauche, car ils n'ont pas beaucoup le choix. Le type de leçons que les gouvernements tireront de ces élections est que les messages de l'extrême droite ont du succès, ajoute-t-elle. Ils essaieront sûrement de copier certaines politiques de ces partis. »

@JadeGrandin

Ailleurs parmi les Vingt-Sept, des enjeux de politique intérieure

EN ITALIE, GIORGIA MELONI EN QUÊTE DE CONFIRMATION



L'OPINION publique italienne a vécu cette campagne avec un prisme national, reléguant l'Europe au second plan. La lutte contre l'immigration, la dégradation du système de santé et la réforme fiscale ont été les sujets centraux, dans un affrontement marqué par la candidature de plusieurs leaders de premiers plans. La présidente du Conseil Giorgia Meloni, tête de liste de Frères d'Italie, affronte son premier scrutin depuis son accession au pouvoir : son parti, estimé à 26% dans les sondages, pourrait confirmer son résultat de 2022.

La proportionnelle intégrale a augmenté les tensions entre membres de la coalition gouvernementale. Forza Italia a consolidé son image de parti modéré, prenant ses distances avec la Ligue de Matteo Salvini, qui a conduit une campagne radicale contre Bruxelles et sceptique sur l'aide à Kiev. Les deux alliés de Giorgia Meloni sont coude à coude aux alentours de 8%.

A gauche, le Parti démocrate d'Elly Schlein, donné à 22%, semble en mesure de consolider sa place de premier parti d'opposition, alors que le Mouvement 5 étoiles confirme ses difficultés dans ce type de scrutin, avec une baisse probable de quatre points par rapport à 2022. Chez les frères ennemis centristes de Matteo Renzi et Carlo Calenda, la bataille est existentielle : leurs listes risquent de ne pas dépasser le seuil des 4%.

EN ALLEMAGNE, OLAF SCHOLZ S'ENGAGE AVANT LES LÉGISLATIVES DE 2025



En Allemagne, la campagne n'a pas tourné autour d'un duel avec l'extrême droite. L'AfD, engluée dans les scandales touchant sa tête de liste Maximilian Krah, finalement mis sur la touche, est donnée en deuxième position (16%). Le match se joue entre la CDU/CSU et les électeurs, avec le regard braqué déjà sur les législatives de septembre 2025. Le bloc conservateur (30%) est largement en tête mais ne décolle pas de son socle électoral. Or, pour ravir la chancellerie, la CDU/CSU doit convaincre au-delà. Les résultats de dimanche entreront en ligne de compte dans le choix du candidat qui doit être annoncé à la fin de l'été.

L'impression de tour préliminaire pour 2025 a été renforcée par l'engagement d'Olaf Scholz. Le chancelier a fait placarder son effigie sur les affiches du SPD, au côté de la tête de liste Katarina Barley, une personnalité expérimentée mais ne crevant pas l'écran. La campagne a finalement ronronné autour de thèmes déjà dans le débat interne (sécurité, climat, migrations).

Un enjeu institutionnel européen s'est malgré tout invité en filigrane sur la fin. Olaf Scholz a mis en garde Ursula von der Leyen, qui souhaite rester présidente de la Commission, contre tout rapprochement avec les post-fascistes italiens de Giorgia Meloni. Si l'Allemande devait être écartée, les écologistes auront la main pour désigner un commissaire.

EN POLOGNE, DONALD TUSK FACE À UN PIS TOUJOURS PUISSANT

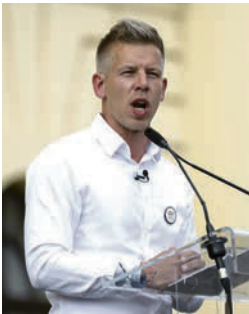


Tusk. Les sondages donnent les deux grandes forces politiques au coude à coude. Entre elles, le clivage est clair : le PiS est souverainiste et la coalition KO proeuropéenne. Le nouveau gou-

vernement s'appuie d'ailleurs sur l'Union européenne pour rétablir l'Etat de droit, notamment dans la justice et les médias. Ce changement radical a permis le déblocage des fonds de l'UE (jusqu'à 137 milliards sur plusieurs années).

Toutefois, autour de son leader historique Jaroslaw Kaczynski, le PiS reste une force politique « très puissante », selon le politologue Jacques Rupnik, comme l'ont montré les élections locales en avril. Ce parti conserve aussi la présidence de la République, avec Andrzej Duda, ce qui lui donne des capacités de blocage face au gouvernement libéral. La prochaine présidentielle se tiendra en 2025. Ce dimanche, le parti d'extrême droite Konfederacja pourrait obtenir autour des 10%, soit le double de son résultat en 2019.

EN HONGRIE, PETER MAGYAR MENACE VIKTOR ORBAN



La situation politique en Hongrie a été récemment bouleversée par un scandale lié à la pédophilie qui ne sera pas sans conséquences sur le scrutin européen. Le parti Fidesz du Premier ministre Viktor Orban, qui

règne en maître sur le pays, pourrait passer sous la barre des 50%, tout en restant la première force politique. En février, la présidente de la République (une fonction honorifique), Katalin Novak, et la ministre de la Justice, Judit Varga, ont dû démissionner pour avoir accordé une amnistie au responsable d'un foyer de mineurs condamné pour abus sexuels sur de jeunes garçons.

Alors que le pouvoir ne cesse d'exalter les valeurs familiales et chrétiennes, l'affaire a pris une dimension considérable, poussant l'ex-mari de Judit Varga, Peter Magyar - lui aussi issu du Fidesz - a créé son parti, Tizsa. « Il mobilise beaucoup, y compris en province. Du jamais vu depuis 1989 », assure Paul Gradwohl, spécialiste de l'Europe centrale. Les sondages donnent cette nouvelle formation autour de 25%. S'il mord sur le parti d'Orban, il siphonne aussi les autres forces d'opposition (centre et gauche).

Des municipales ont également lieu dimanche : une nouvelle fois, elles devraient trahir l'opposition entre la capitale Budapest (où le maire progressiste Gergely Karacsony devrait être réélu) et la province, bastion d'Orban.

AUX PAYS-BAS, UN TEST POUR GEERT WILDERS



Le scrutin européen - ce jeudi - est intervenu trois semaines après l'annonce de la formation d'une coalition entre l'extrême droite - le PPV (parti pour la liberté) de Geert Wilders - et trois formations de droite. Alors que le

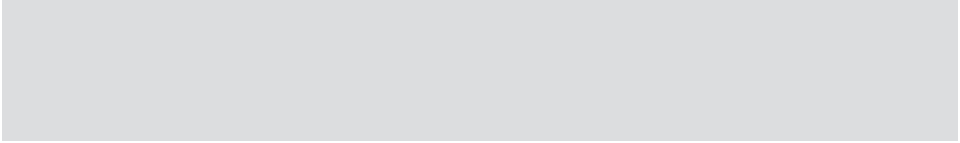
PPV était donné en tête dans les sondages, la tendance semblait s'inverser à la veille des élections, le parti d'extrême droite étant au coude à coude avec l'alliance de la gauche et des écologistes, un peu au-dessus de 20%.

Il faudra faire le total des voix des quatre partis de la coalition, qui avaient obtenu au total 56% aux législatives, pour mesurer à quel point cette alliance est approuvée par les électeurs et regarder notamment le résultat du PPV, pour voir son évolution par rapport aux récentes législatives, où il était arrivé en tête avec 23,49%.

La formation de la coalition entre la droite et l'extrême droite a été laborieuse : il a fallu près de six mois de discussions depuis les élections de novembre. Le nouveau gouvernement n'est d'ailleurs toujours pas en fonction, mais l'on sait déjà que Geert Wilders n'y siègera pas. Les Pays-Bas sont un régime parlementaire, où le pouvoir est en grande partie entre les mains des députés.

La coalition secoue déjà le Parlement européen, puisque le VVD (du Premier ministre Mark Rutte), désormais allié à l'extrême droite, est membre de Renew, comme les macronistes.

Luc André (à Berlin), Francesco Maselli (à Rome) et Jean-Dominique Merchet
@FrMaselli
@jdomerchet



Attal-Bardella, le débat qui a changé les règles du jeu

QUAND IL ENTRE SUR LE PLATEAU DE FRANCE 2, Gabriel Attal face à lui, Jordan Bardella a tout à gagner ou presque. Débattre avec un Premier ministre en exercice est un cadeau inespéré. Le candidat a enfilé le même costume bleu nuit que son adversaire. Il se tient droit, veut épouser la stature de l'homme d'Etat. Ce soir-là, la macronie ne voit, elle, que les erreurs et approximations de l'extrême droite. La séquence est jugée réussie, mais l'enthousiasme est de courte durée. Les jours qui suivent, les sondages ne font que confirmer la domination du Rassemblement national.

Il est facile de conclure que cet affrontement médiatique n'a rien changé. Sur le terrain politique, l'impression n'est pas celle-ci. Le match Attal-Bardella a changé les règles du jeu pour tous les participants. Un stratège de la campagne macroniste se tourne vers le foot : « C'est comme si le résultat final ne comptait plus et que l'important était simplement d'avoir marqué un but. » Dans le nouveau « nouveau monde », vous avez beau perdre 4-1, vous avez encore une chance de gagner.

Qui n'a pas vu Gabriel Attal dominer Jordan Bardella sur le fond ? Mais qui en a fait un élément déterminant ? Le lendemain de la confrontation, un sondage Odoxa-Backbone pour *Le Figaro* donne un léger avantage à Jordan Bardella. 51% des 991 personnes interrogées le jugent plus convaincant. Qu'importe si un seul sondé sur dix a regardé le débat en entier. « La fabrique de l'opinion se fait sur des fragments, des extraits qui correspondent à l'univers intellectuel de chacun », observe le stratège macroniste cité plus haut. Lui découpe trois époques : un, le débat accouche d'un vainqueur (Mitterrand-Chirac, 1988) ; deux, les débatteurs cherchent le buzz qui écrasera tout (Sarkozy-Royal, 2007) ; trois, il suffit de trouver un seul extrait pour faire croire à la victoire (Attal-Bardella, 2024).

Imposer son récit. C'est le premier changement majeur : il ne s'agit plus de remporter un débat mais d'imposer son récit. Le RN se jette dans la bataille. Lui qui épargnait Gabriel Attal dans le procès en mépris l'accuse d'être tombé dans les travers du Président : « Attal s'est vautré dans du Macron aux petits pieds et vous [journalistes] avec. C'est la déconnexion du commentaire et du pays », cingle un cadre mariniste.

Le champion du RN a beau apparaître brouillon sur certains de ses concepts phares, il se rassure en montrant que le Premier ministre tombe dans le meilleur des pièges : l'arrogance. Son sourire au moment de parler de la facture d'électricité des Français, sa propension à couper la parole aussi.

« Les macronistes semblent totalement aveugles aux souffrances infligées par leurs politiques », écrit le parti à ses militants le lendemain matin du duel. Le vote contestataire est le meilleur des carburants. Un lieutenant lepéniste sourit : « Ce qui importe n'est pas le débat mais ce qui tourne autour. Même avec le meilleur capitaine, en macronie, le Titanic coule. »

Ce discours du RN plonge des macronistes dans le doute. Doivent-ils revoir leur logiciel ? « Les critères de jugement rationnels que nous avons ne sont pas les bons, observe un responsable de la campagne de Valérie Hayer. On s'attache à désigner celui qui n'a pas su répondre alors que les Français regardent le ton, la posture. Le simple fait d'être là accorde un point. » En plus de débattre avec un Premier ministre, Jordan Bardella a pour lui de n'avoir pas paru « ridicule », selon ce même cadre de la campagne. Là où Gabriel Attal a manqué de retenue. « Aujourd'hui, c'est ce que les gens détestent. Il ne faut surtout pas montrer que vous êtes meilleur. »

Le communicant Raphaël Llorca rappelle qu'en 1960, les Américains qui avaient suivi le débat entre Kennedy et Nixon à la télévision estimaient que le premier avait gagné, tandis que ceux qui l'avaient écouté à la radio portaient le jugement inverse. Depuis lors, ce sont les règles de l'image télévisuelle qui se sont imposées, avec leurs codes et leur esthétique : sourire, éloquence, technicité. A l'ère des réseaux sociaux, le public juge sur la base d'une capsule de 45 secondes. « Aujourd'hui, les médias ne sont plus en situation d'arbitre : ils ont perdu leur capacité de cadrer la perception du débat. C'est désormais l'après-match qui est devenu déterminant », note Raphaël Llorca.

En 2017, lorsqu'Emmanuel Macron do-



SIPA PRESS

Jordan Bardella et Gabriel Attal sur le plateau de France 2, le 23 mai.

mine largement Marine Le Pen dans le débat d'entre-deux tours, la question de la compétence est centrale. Cette règle-là a aussi changé, argumente Raphaël Llorca : « Le clivage entre le peuple et les élites s'est imposé dans le débat public. La compétence est devenue l'attribut des puissants, des dominants contre le peuple. Jordan Bardella a compris que, davantage encore que la compétence elle-même, ce sont les signes de compétence qui suffisent : une voix posée, une gestuelle maîtrisée, un visage serein. En face, Gabriel Attal a multiplié les rictus moqueurs. Ils peuvent passer pour le sadisme du puissant, du professeur qui prend plaisir à coincer l'élève. »

Le deuxième changement de règles découle du premier : s'il n'est plus déterminant de remporter le débat en lui-même, c'est que la bataille sur le fond n'est plus décisive. En mai 2023, Emmanuel Macron affirme qu'il faut cesser de combattre l'extrême droite avec des postures morales. Le chef de l'Etat, et la majorité avec lui, sont persuadés que le jour où ils révéleront les incohérences de Marine Le Pen et Jordan Bardella, ils reprendront du terrain au RN.

« Eviter l'iceberg ». Le 23 mai de cette année, Jordan Bardella se prend les pieds dans ses histoires de « double frontière » et de la préférence nationale pour les entreprises. Ses revirements sur la sortie de l'euro et la Russie sont rappelés. Son potentiel électoral ne s'en trouve pourtant pas ébranlé. « On a basculé dans l'irrationnel, les Français ne nous croient plus », soupire une ministre. « Avec son discours sur la sécurité, qui est aujourd'hui l'une des principales préoccupations, le RN a eu quelques îlots de vérité dans un océan de conneries. Et pour ça, les Français leur passent tout le reste », estime un cadre du groupe Renaissance à l'Assemblée.

L'adversaire RN semble de plus en plus insaisissable. Lui-même le revendique. « Les Français cherchent des caractères plus que des programmes préconçus qui peuvent être perçus par la réalité », répète Jordan Bardella à ses interlocuteurs. Fini les promesses et les idéologies, la formation à la flamme se réclame d'un supposé « bon sens » qui autorise les virages. Dans la droite ligne du macronisme, selon les lieutenants RN. « L'époque veut des hommes politiques qui ne sont pas là pour appliquer une feuille de route mais pour tenir le bateau et éviter l'iceberg », avance un cadre lepéniste. Avec bien sûr un cap : celui de la lutte contre l'immigration et l'insécurité.

L'entourage de Gabriel Attal ne cède pas à la déprime. Le Premier ministre s'adapte à l'air du temps. Il peut tenir un discours de droite contre l'assistanat ; Jordan Bardella un argumentaire de gauche sur le pouvoir d'achat. Le duel des deux a célébré la victoire de corpus idéologiques élastiques. C'est un autre changement de règles du jeu : chaque camp peut prendre à revers l'autre dans une perpétuelle bataille tactique. « Tout le monde raconte des bobards, résume un proche de Marine Le Pen. Les bourgeois pensent juste que les leurs sont meilleurs que ceux des autres. » Voilà le monde dans lequel se jouera la prochaine élection présidentielle.

Dinah Cohen, Matthieu Deprieck et Nina Jackowski
@dinahcohen
@mdeprieck
@Nina_Jacks

Paris-Berlin Cinq critères pour le vote de dimanche

La chronique de Matthias Fekl



À la veille des élections au Parlement européen, les émouvantes commémorations du quatre-vingtième anniversaire du Débarquement ont le mérite de nous ramener à l'essentiel : nous devons à la construction européenne, projet politique inédit dans l'histoire de l'humanité, la plus longue période de paix sur notre continent. La France et l'Allemagne, hier ennemis fratricides, sont devenus des alliés et partenaires incontournables, liés entre eux par le souvenir des horreurs d'hier, les solidarités de fait d'aujourd'hui et les projets pour demain.

Ce simple rappel avait fini par devenir banal, comme une rengaine un peu stérile, peinant à raviver la flamme européenne. L'agression russe contre l'Ukraine, la dureté sans cesse accru des relations internationales, le retour en force des logiques de puissance ont rendu toute son actualité à l'idéal des Pères fondateurs. C'est bien dans ce contexte profondément renouvelé que se tiennent les élections des députés au Parlement européen.

En France, l'extrême droite - visages nouveaux, idées anciennes - caracole en tête de toutes les enquêtes d'opinion sans que rien ne parvienne à ébranler sa dynamique politique.

« J'observe avec inquiétude la tendance à remettre en cause l'existence même d'un contrôle de constitutionnalité des lois »

La majorité présidentielle, ou ce qu'il en reste, est en difficulté : l'aura européenne du Président est rattrapée par l'inévitable usure du pouvoir, et la vampirisation sans subtilité de la campagne par les têtes de l'exécutif a renforcé la tentation du vote sanction.

La gauche sociale-démocrate semble à son tour pouvoir connaître une renaissance, en reléguant enfin derrière elle les tristes sires d'une LFI en perdition à force de confondre « insoumission » et insurrection et de se laisser aller sur les pentes conjuguées de l'antisémitisme et de l'anti-républicanisme.

En Allemagne, les trois partis de gouvernement - sociaux-démocrates, écologistes et libéraux - risquent eux aussi de payer le prix de l'usure du pouvoir. Tous sont en chute souvent significative dans les sondages, par rapport aux résultats des élections européennes de 2019. Là où la social-démocratie française espère se relancer, la social-démocratie allemande arrive plutôt fragilisée - il est vrai qu'elle exerce le pouvoir au niveau national.

L'extrême droite allemande est encore loin derrière ses homologues français, mais risque de connaître une progression très inquiétante. Reste à voir les résultats électoraux de la synthèse inédite, déjà analysée dans ces pages, entre stalinisme et valeurs conservatrices portée par Mme Wagenknecht.

Le foisonnement légèrement décadent de listes parfois loufoques ou délirantes ne doit pas masquer l'essentiel : ce scrutin est crucial pour l'avenir de l'Union. Qu'il me soit permis d'indiquer ici quelques critères qui me paraissent utiles au moment des choix, sans ordre de priorité particulier.

1 - L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA RUSSIE

Alors que l'agression contre l'Ukraine se poursuit et que les tentatives de déstabilisation de nos démocraties par les régimes autoritaires, voire dictatoriaux (appelons un chat un chat !) se renforcent, il n'est pas sans intérêt de passer les différentes formations politiques au crible de leurs choix passés et présents sur le dossier russe. Certains changements tactiques de

court terme ne doivent pas faire oublier les tendances de fond, ni, pour certains, les flux financiers qui les lient à ce pays. Le manque de clarté sur ce sujet est par définition antipatriotique.

2 - LE POSITIONNEMENT SUR LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE

Une coalition, plus ou moins structurée, mais bien réelle, de régimes illibéraux mène des offensives tous azimuts contre nos principes démocratiques, relayées alternativement par leurs alliés objectifs ou leurs idiots utiles en interne. Dans ce contexte, j'observe avec inquiétude la tendance de plus en plus répandue jusque dans certaines formations « de gouvernement » à remettre en cause la primauté de la Constitution, la légitimité du Conseil constitutionnel, voire l'existence même d'un contrôle de constitutionnalité des lois.

Un procès identique est par ailleurs intenté à la Convention européenne et à la Cour européenne des droits de l'homme, auxquelles l'on doit pourtant le système de garantie internationale des droits de l'homme

« La France s'apprête à envoyer une majorité de parlementaires hostiles au projet européen, oubliant que si "la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir" »

et des libertés fondamentales le plus abouti du monde, et d'importants des progrès de forme et de fond de nos Etats de droit. Le procédé est toujours le même : prendre prétexte de telle ou telle jurisprudence ponctuelle pouvant être contestable (comment n'y en aurait-il pas) pour jeter à terre l'ensemble de l'édifice institutionnel. Des extrêmes arrivant au pouvoir n'auraient qu'à citer mot pour mot certains propos de partis jadis responsables, pour justifier de futurs abus de droit.

3 - L'INTRANSIGEANCE RÉPUBLICAINE

La laïcité (concept qui n'existe pas en tant que tel en Allemagne), l'égalité entre les femmes et les hommes, les droits des LGBT + font l'objet de contestations croissantes, parfois d'une violence inouïe, y compris, bien sûr, là où l'immigration n'a pas été intégrée convenablement et où la puissance publique doit repenser de fond en comble l'éducation, le logement, l'urbanisme, l'intégration et l'ascension sociale par le travail et l'insertion économique. Toute ambiguïté sur ce terrain-là est rédhitoire, de nature à disqualifier définitivement les candidats qui céderaient à cette funeste tentation.

4 - LA CONVICTION EUROPÉENNE

L'on pourrait penser que c'est la base lorsque l'on se présente à un mandat de député... européen ! La France s'apprête pourtant à envoyer une majorité de parlementaires hostiles au projet européen, oubliant que si « la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir », raison pour laquelle nous devons rester les acteurs exigeants et constructifs d'une Europe forte.

5 - L'ÉCONOMIE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE DE MARCHÉ

Nier l'urgence écologique sous prétexte que la nécessaire transition est complexe à mettre en œuvre sur le terrain est une attitude irresponsable. Si la « révolution obligée », pour reprendre l'expression de David Djaïz et Xavier Desjardins, doit se construire avec les acteurs économiques, et non contre eux, elle n'en demeure pas moins incontournable. A l'Europe de parvenir à imposer ses normes exigeantes au reste du monde, en veillant notamment à une vraie réciprocité dans les échanges internationaux.

Les lecteurs qui me font l'amitié de lire régulièrement cette chronique ne seront sans doute pas surpris de mon vote en faveur de la liste sociale-démocrate PS - Place Publique conduite par Raphaël Glucksmann. Il a été un député européen à la hauteur de sa fonction, et me semble correspondre à chacun des critères énoncés ci-dessus.

Mais d'autres candidats y correspondent aussi. Le mérite de ces cinq critères est de délimiter une offre politique dont l'éthique de responsabilité est la boussole essentielle. Si Chloé Morin a raison et que « l'on a les politiques qu'on mérite », alors, la responsabilité de chaque citoyen est immense en ces temps si troubles. Bon vote !

@MatthiasFekl

Matthias Fekl, avocat, ancien ministre.

Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr

La tentation à droite d’une coalition comme celle de l’effacement mettent en péril ses ambitions présidentielles

Pourquoi Laurent Wauquiez va accélérer après le 9 juin

Challenger

Discret ces derniers mois, **le candidat putatif de LR pour 2027 va devoir sortir du bois, quel que soit le résultat de François-Xavier Bellamy aux européennes dimanche**. Sauf à prendre le risque d’être sacrifié par les siens

Christine Ollivier

OURAGAN DÉVASTATEUR ou simple bourrasque ? Du score de la tête de liste des Républicains aux européennes, François-Xavier Bellamy, dépendra la violence de la tempête politique qui frappera dimanche soir son parti. Inférieur à 5 % des voix, il serait synonyme de disparition de la scène européenne et déclencherait une énième crise aux répercussions imprévisibles pour LR. S’il voisine les 8,4 % atteints aux européennes de 2019, la droite pourra pousser un soupir de soulagement. Pas de quoi pavoiser, mais elle aura sauvé les meubles. Cette étape franchie, les chefs de LR voudront tourner la page rapidement pour en ouvrir une nouvelle, celle de la préparation de l’élection présidentielle. Et déjà, nombre de ses amis pressent Laurent Wauquiez de sortir du bois rapidement pour dissiper les doutes sur sa candidature.

Fidèle à la stratégie de retrait adoptée depuis 2022, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes est resté discret ces dernières semaines alors que la campagne européenne battait son plein, même si, assure un proche, « il était en contact constant avec François-Xavier Bellamy ». S’il était assis au premier rang et a enchaîné les selfies avec les militants lors du dernier meeting de campagne de LR, mercredi soir au Cannet (Alpes-Maritimes), il n’a pas pris la parole. Assumé, ce silence n’en finit pas d’agacer ses partisans. « Il fait un tweet de temps en temps mais il ne fait aucune matinale, râle un conseiller LR. Quand votre seul acte d’autorité c’est d’imposer Hortefeux sur la liste, vous créez énormément de rancunes ». Résultat : « Son absence, son manque d’engagement et ses mauvais sondages font monter de nouveaux scénarios à droite », dit-il.

Scénarios. Des scénarios qui ont pour noms « coalition » avec Emmanuel Macron et « effacement » derrière la candidature de l’ex-Premier ministre, Edouard Philippe. Et ont un point commun : ils supposent le sacrifice des ambitions présidentielles de Laurent Wauquiez. Il y a donc urgence pour le candidat naturel autoproclamé de son camp à redescendre dans l’arène politique, quel que soit le résultat des européennes. « Il ne

La question du casting n’est pas la plus épineuse. Sa candidature est désormais directement menacée par deux débats existentiels pour la droite, qui vont l’agiter dans les prochains mois

restera pas immobile, ni inactif », assure-t-on dans son entourage. Avec une priorité : « veiller à préserver l’unité du parti et à ce que LR puisse présenter une offre politique en 2027 ». Une gageure dans les deux cas.

Crédité de 6 % d’intentions de vote à la présidentielle, Laurent Wauquiez devrait vite voir resurgir le débat sur l’organisation d’une primaire LR. Son leadership est en effet ouvertement contesté par Xavier Bertrand, qui affirmait déjà en février avoir « l’intention d’être candidat en 2027 », comme par David Lisnard, qui plaide pour l’organisation d’une compétition interne.

Eric Ciotti, lui, s’est fait élire à la tête du parti mouvement en promettant d’en modifier les statuts pour supprimer la primaire et permettre un adoubement de Laurent Wauquiez par le bureau politique et un vote des adhérents. Mais au fil des mois, il a retardé l’heure d’ouvrir ce débat, conscient de la levée de boucliers qu’il suscitera. Reste à savoir s’il compte passer à l’acte rapidement au lendemain des européennes. « Je n’imagine pas une seconde que sa principale promesse de campagne ne soit pas tenue », glisse un proche de Laurent Wauquiez. Mais « Larcher, Bertrand et Lisnard vont nous expliquer qu’il n’y a pas de candidat naturel et qu’il faut réfléchir à un système de départage », prédit un parlementaire LR.



SIPA PRESS

Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes serait hostile à une coalition ou une cohabitation avec le gouvernement mais aussi à une dissolution.

Pour autant, la question du casting n’est pas la plus épineuse pour Laurent Wauquiez. Sa candidature est désormais directement menacée par deux débats existentiels pour la droite, qui vont l’agiter dans les prochains mois. Le premier bat déjà son plein : faut-il conclure un accord de coalition avec Emmanuel Macron ? Le second s’esquisse à peine : faut-il envisager de se ranger derrière Edouard Philippe (Horizons) ou tout autre candidat en meilleure posture pour barrer la route aux extrêmes en 2027 ?

Le premier scénario a prospéré ces dernières semaines, alors que Gérard Larcher consultait les barons des Républicains sur une éventuelle coalition-cohabitation avec la Macronie, dont le vote d’une motion de censure LR à l’automne pourrait être le déclencheur. La rumeur de la candidature du président du Sénat à Matignon a été fermement démentie par l’intéressé dans la dernière ligne droite de la campagne, alors qu’elle jetait le trouble dans l’électorat de LR. « Je ne souhaite pas être le Premier ministre de Macron », a-t-il assuré mardi devant les sénateurs LR. « Il s’est couché sous la pression, parce qu’il ne voulait pas recevoir de flèches dimanche » et être accusé d’avoir plombé la candidature de François-Xavier Bellamy, décrypte un conseiller LR. « Larcher pense qu’on va vers une catastrophe avec Le Pen, mais il n’a pas du tout apprécié qu’on le fasse passer pour un demandeur d’emploi », nuance un baron LR.

Ambiguïté. Ce débat est loin d’être clos. Car « l’épisode Larcher dit une chose : une partie non négligeable du mouvement, de nos élus, serait prête, par instinct de survie ou pour contrer le RN, à une coalition ou une cohabitation », constate un conseiller sénatorial. Or, Laurent Wauquiez y est violemment hostile, comme il l’est à une dissolution. Non seulement il a bâti sa candidature sur la conviction que les Français rejeteront in fine tous ceux qui auront approché de près ou de loin Emmanuel Macron, mais « il a intérêt à ce que Macron reste comme ça jusqu’en 2027, affaibli », souligne un conseiller LR.

Seulement voilà : même son meilleur allié, Eric Ciotti, ne ferme pas complètement la porte à une éventuelle coalition. « Ciotti laisse planer une ambiguïté qui n’existait pas avant, constate un cadre LR. Une partie de lui sait qu’une coalition n’est pas possible, mais le mec a 50 ans et se demande s’il sera ministre un jour... D’où une petite tentation ».

Une tentation que Laurent Wauquiez va devoir combattre pour se garder ouverte la route de l’Élysée, tout comme il lui faudra trouver des arguments pour répondre à ceux qui, en coulisse, préconisent à voix basse des discussions entre tous les candidats du bloc central - de LR à Renaissance, en passant par Horizons et le Modem - afin de désigner un candidat unique et éloigner le spectre d’un second tour Le Pen-Mélenchon en 2027. « Il faut qu’il n’y en ait qu’un » si la droite veut espérer l’emporter, plaideait ainsi l’ex-candidate, Valérie Pécresse, dans l’Opinion en avril. S’effacer derrière un autre candidat ou opter pour une coalition, « c’est la mort du parti » dans les deux cas, rétorque un proche de Wauquiez, pour qui « tout ce qui empêcherait LR de présenter une offre en 2027 est une faute politique ». Reste encore pour Laurent Wauquiez à convaincre ses amis qu’il peut leur offrir une alternative crédible. @Chr_Ollivier ✕

Les opposants internes au patron du Parti socialiste fourbissent déjà leurs armes avant le congrès de début 2025

PS : autour de Faure, trahisons et grandes manœuvres

Les épines et les roses

Serait-ce la dynamique de Raphaël Glucksmann qui attise la soif de revanche des socialistes anti-Nupes, désireux de débarquer Olivier Faure de la tête du parti à la rose ? Dimanche soir, si les sondages se confirment, le candidat social-démocrate réalisera le premier score à deux chiffres du PS depuis les élections européennes de 2014 (13,9 %).

Antoine Oberdorff

ZÉNITH DE PARIS, jeudi 30 mai. Auréolé des 14 % d’intentions de vote que lui prédisent les sondages, Raphaël Glucksmann entrevoit la ligne d’arrivée de ces élections européennes comme « l’émergence d’une social-démocratie renouée ». Ce soir-là, son réquisitoire contre « la gauche des insultes » enchante les barons socialistes hostiles à tout accord électoral avec LFI. Ses mises en garde face aux velléités de « réédition du passé » rassurent les liquidateurs du quinquennat Hollande. Subtil équilibre qu’a su tenir tout au long de sa campagne la tête de liste du PS-Place publique, réussissant l’exploit de réconcilier une famille socialiste encore minée par les séquelles du congrès de Marseille.

La trêve touche à sa fin. Les caciques du PS renouent avec leurs pulsions fratricides, enivrés par le parfum d’un score à deux chiffres qu’ils n’ont plus connu depuis une décennie. Au premier rang du meeting francilien, on se jauge, on se renifle. Comme souvent, la place du premier secrétaire Olivier Faure est l’objet de toutes les convoitises. « Tu as vu comment Olivier s’est décomposé quand Glucksmann a dit qu’il ne voulait être “ni Jupiter, ni Robespierre” ? », se délecte un proche de François Hollande, ravi de voir la Nupes ainsi crucifiée sur scène.

« Le cycle de la Nupes est derrière nous, mais nous ne pouvons pas retomber dans nos dérivés libérales à la Manuel Valls », avertit le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, pourtant aux prises avec Olivier Faure pour la direction du PS. Lui appellera « tous les démocrates de combat à s’unir, de François Ruffin à Bernard Cazeneuve » lors d’une conférence de presse, mardi 11 juin.

« **Cercle de confiance** ». Les résultats ne sont pas encore connus. Déjà la bataille des récits se profile en vue de la soirée électorale de dimanche. A chacun son Glucksmann. La présidente de la région Occitanie Carole Delga ira défendre « la victoire d’une gauche claire et sans compromission » sur France 2. Au même moment sur TF1, Olivier Faure se félicitera d’avoir renouvelé sa confiance à l’eurodéputé Place publique, fraîchement accueilli par ses détracteurs en 2019 comme l’incarnation de « l’effacement de l’identité socialiste ».

Avant son apparition télévisée, le taulier du PS tiendra un dernier bureau national sous les coups de 19 heures afin d’« harmoniser les éléments de langage ». Objectif : éviter que les déclarations ne compromettent son dessein unitaire avec les dissidents insoumis. Hors de question de cabotiner sous prétexte que Raphaël Glucksmann aurait gagné le match des gauches. « Une extrême droite à 40 % devrait



SIPA PRESS

Olivier Faure et Raphaël Glucksmann en meeting de campagne à Marseille, le 1^{er} juin.

nous mettre du plomb dans la cervelle », prévient Olivier Faure.

Mais à l’approche du conseil national du parti, ce mardi 11 juin, les combines internes s’imposent d’elles-mêmes. « Demande de clarification », « résolution sur la ligne », les débats devraient aller au-delà d’un simple bilan. « 99,9 % des premiers fédéraux refuseront de rentrer dans des règlements de comptes à O.K. Corral après des élections européennes victorieuses », veut croire Olivier Faure, soucieux de ne pas retomber dans les affres de la tambouille interne. Le prochain congrès du PS arrivera bien assez tôt, au premier trimestre 2025.

Ces jours-ci, Olivier Faure repense à une maxime de... François Hollande : « Quand on fait de la politique, il ne faut pas avoir de mémoire ». Cette amnésie autorise toutes les trahisons, toutes les manœuvres. Et si la menace venait de l’intérieur plutôt des vieux éléphants du PS ? Sur le canal WhatsApp réunissant la jeune garde fauriste, la méfiance est désormais de mise. « Le cercle de confiance s’est réduit, ça va grenouiller dans tous les sens après le 9 juin », s’inquiète Luc Broussy, ancien président du conseil national du PS, connu pour être l’un des soutiens les plus dévoués d’Olivier Faure.

« Revanche ». Le bouche-à-oreille socialiste fonctionnant à plein régime, Olivier Faure a appris qu’au moins deux de ses protégés seraient allés chatouiller le menton de Boris Vallaud, le chef des socialistes à l’Assemblée nationale, pour lui souffler l’idée de se présenter comme au poste de premier secrétaire. « Sur la nécessaire quête de l’unité, il n’y a pas une feuille de papier à cigarettes entre Olivier Faure et Boris Vallaud », estime le sénateur PS de l’Oise, Alexandre Ouizille.

« Pour l’avenir du parti, certains commencent à réaliser qu’Olivier s’est fait trop d’ennemis. Boris aspire à exister plus, mais il ne veut surtout pas être le candidat de la revanche, ni se laisser instrumentaliser », décrypte le plus proche collaborateur de Boris Vallaud au Palais-Bourbon. Lors d’accord aux législatives de 2022, Olivier Faure avait pris sur lui de sacrifier 507 cadres socialistes sur l’autel de la Nupes. « Je suis bienveillant par fonction. Mais quand vous êtes aux commandes pendant six ans, vous faites forcément des déçus », justifie-t-il.

De son côté, usant de son statut à l’Assemblée nationale, Boris Vallaud a cultivé ses relations par-delà les motions internes (les fameux « TO »). « Boris a très vite compris qu’il ne fallait pas trop se mouiller au moment de la Nupes », note Patrick Kanner depuis le Sénat. Vendredi dernier, Boris Vallaud était aux côtés de François Hollande sur sa circonscription des Landes. L’occasion d’un déjeuner chez un vieux routier du PS, Patrick Menucci, dans sa résidence de Capbreton.

Entre deux garbures landaises, François Hollande lance quelques piques à celui qui fut son secrétaire général adjoint pendant deux ans à l’Élysée : « Boris, tu te souviens quand tu as écrit les argumentaires pour la loi Travail ? ». L’intéressé réagit mollement. Vient sur la table l’hypothèse de sa candidature au poste de premier secrétaire. « Son envie est évidente, il ne s’en cache plus », de l’avis d’un témoin.

« **Opération interne** ». « L’ancien secrétaire général de l’Élysée qui retrouve son patron, je suis sûr que ça va plaire au peuple de gauche. Ces gens pensent rejouer Baron noir en permanence alors qu’ils n’ont jamais gagné un congrès de leur vie », grince le secrétaire national du PS, Pierre Juvet, en troisième place sur la liste de Raphaël Glucksmann. Les porte-flingue fauristes sont de sortie. « Avec Boris Vallaud, on oscille entre la force de l’intelligence et l’évidence de sa lâcheté », défouraille un anonyme. Pour l’heure, Pierre Juvet et Sébastien Vincini, les secrétaires nationaux du PS, gardent le contrôle sur les fédérations de militants. Jusqu’à preuve du contraire.

Sur ses gardes, Olivier Faure s’attend à ce que des apparatchiks essayent de le débarquer avec l’appui des félons présumés. « Après la présidentielle de 2022, ils se demandaient comme transformer une défaite en opération interne. Aujourd’hui, ils se servent d’une victoire », ironise-t-il. Avant de rappeler : « Si je n’avais pas été là pour faire la Nupes, il n’y aurait même plus un député pour en parler ». Histoire de serrer les rangs dans sa propre majorité, Olivier Faure a réuni une partie du TO2 ce jeudi soir à 19 heures... en présence de Boris Vallaud.

@A_Oberdorff ✕

Le non-renouvellement du politologue comme professeur émérite signe une volonté de « changer d'ère » au sein de l'école

Ce que révèle l'éviction de Pascal Perrineau de Sciences Po

Nouveau monde

Plusieurs personnalités politiques, telles Gérard Larcher ou Xavier Bertrand, ont apporté leur soutien à Pascal Perrineau, dont la qualité de « professeur émérite » n'a pas été renouvelée par le conseil scientifique de Sciences Po, le 28 mai. Une décision qui doit encore être entérinée par l'administrateur provisoire, Jean Bassères. **L'école de la rue Saint-Guillaume est en plein processus de sélection d'un nouveau directeur, les candidats pouvant se déclarer jusqu'au 19 juin.**

Marie-Amélie Lombard-Latune

UN SEUL NIVEAU DE LECTURE ne suffit pas pour comprendre ce qui se cache derrière l'affaire Perrineau. Comme toujours à Sciences Po, la politique s'en mêle, les réactions sont épidermiques, violentes mêmes, tant les projecteurs sont braqués sur l'école. A fortiori depuis le happening pro-Gaza qui a enfiévré la rue Saint-Guillaume de mars à mai.

Le nouveau scandale ? Le 28 mai, le conseil scientifique de l'établissement (une trentaine d'enseignants) a refusé de renouveler « l'éméritat » du professeur de 73 ans. Une « chasse aux sorcières », une preuve de la « cancel culture », dénonce l'ancien directeur du Cevipof qui, depuis longtemps, ne ménage pas sa critique contre « la dérive wokiste » de Sciences Po. Pascal Perrineau est une figure parmi les politologues de la place de Paris, un habitué des médias, un homme influent aussi, notamment parce qu'il préside l'association des anciens élèves (les « alumni », une fonction qu'il peut conserver).

Il paie, affirme-t-il à l'Opinion, son appel au respect de la présomption d'innocence face aux accusations de violences conjugales visant l'ex-directeur, Mathias Vicherat, comme sa dénonciation des « dérapages antisémites et antisio-

Sa notoriété et ses livres suscitent frustrations et jalousies, précise celui qui figure parmi « les professeurs les mieux notés par les étudiants »

nistes » devant l'amphithéâtre Boutmy et son approbation du recours à la force publique pour que les examens se tiennent comme prévu. Sa notoriété et ses livres - le dernier a obtenu le prix du livre politique 2024 - suscitent frustrations et jalousies, ajoute-t-il, soulignant qu'il figure parmi « les professeurs les mieux notés par les étudiants ». De quoi agacer ses adversaires.

« **Coup de balai** ». Son aura ne suffit plus à protéger Pascal Perrineau du grand « coup de balai » en cours. « Bien ou pas, le Sciences Po à la papa, c'est fini. L'ère des Perrineau, Gilles Kepel, Dominique Reynié, ou, dans un autre genre, Bertrand Badie, a vécu », assure un familier de l'école. Une page s'était ouverte avec René Rémond qui, déjà, ne boudait pas les émissions politiques, elle serait en passe de se refermer.

Les « académiques » - c'est-à-dire les universitaires, par opposition aux politiques ou aux hauts fonctionnaires - reprennent le pouvoir. Après une ère Richard Descoings, Frédéric Mion (tous deux conseillers d'Etat) puis Mathias Vicherat (même promotion qu'Emmanuel Macron à l'ENA) viendrait l'heure des profs. Les quelque 250 membres de la Faculté permanente (qui regroupe les enseignants titulaires et a beaucoup grossi ces dernières années au fil des vagues de recrutement, notamment en sociologie) pèsent lourd. Ils ont bien l'intention de ne pas laisser la nomination du futur directeur (en principe, en septembre 2024) leur échapper. La décision d'écarter Pascal Perrineau, prise à une large majorité, selon une source en interne, est un premier signal.

Ce mouvement s'accompagne d'une volonté d'« universaliser » Sciences Po. Pour ses promoteurs, cela signifie, se rapprocher toujours plus des critères académiques internationaux. La spécificité de Sciences Po, héritière de l'Ecole libre des Sciences politiques, n'est déjà plus qu'un lointain souvenir. La rue Saint-Guillaume a, pour eux, vocation, à entrer toujours plus dans le moule de l'enseignement supérieur mondialisé. Non sans succès, plaident-ils, puisque Sciences Po se hisse au deuxième rang

mondial en sciences politiques au classement QS 2024. Tant pis si les noms des nouvelles générations prometteuses sont inconnus du grand public, pourvu qu'ils soient synonymes d'excellence académique.

« Un repli sur l'entre-soi, la prime aux recherches intersectionnelles à l'anglo-saxonne », pour les détracteurs de cette évolution, qui y voient la fin des « vulgarisateurs » comme Pascal Perrineau et un rejet général, « quasi pavlovien », des médias. En tout cas, une tendance lourde que les candidats à la direction devront prendre en compte.

Le non-renouvellement du politologue à la chevelure blanche tombe cependant à un moment délicat. L'agitation pro-palestinienne du printemps pourrait reprendre à la rentrée. En déclenchant la polémique Perrineau, le conseil scientifique, présidé par une ancienne du Cevipof, Laurence Haegel, attire une nouvelle fois la lumière sur la rue Saint-Guillaume.

A droite, des politiques tels Gérard Larcher fustigeant une école devenue « l'ombre d'elle-même », soutiennent le professeur évincé. Mignon jugerait ce nouvel épisode « effarant ». Quand, le 13 mars, au lendemain de l'occupation de l'amphi Boutmy, Gabriel Attal avait fait irruption rue Saint-Guillaume et mis en garde le conseil d'administration de la Fondation nationale des Sciences politiques (FNSP) contre « le poisson qui pourrit par la tête », Pascal Perrineau avait manifesté son approbation. Depuis l'élection de Laurence Bertrand Dorléac à la tête de la FNSP (poste auquel il était candidat) en 2021, les relations entre le politologue et l'historienne de l'art ont toujours été fraîches.

@malombard

Le groupe de distribution maintient le contrat qui le lie avec le club de foot alors qu'il espère sortir d'une restructuration

Malgré son rachat, Casino va continuer de sponsoriser l'ASSE

En vert et contre tout

L'ASSE revient en Ligue 1, après deux années en deuxième division. Le groupe Casino, lui, est toujours englué dans un plan de sauvegarde de l'emploi.

Emmanuelle Ducros

LES MAILLOTS VERTS FLOQUÉS d'un « Casino » en lettres cursives sur la pelouse du stade Geoffroy-Guichard, du nom du fondateur du groupe de distribution. On ne peut pas imaginer spectacle plus plus stéphanois. Le distributeur a été le sponsor des Verts sans discontinuer depuis que, d'amateur, il est devenu professionnel, en 1931.

Cela va continuer, malgré la tourmente qu'a traversée Casino ces derniers mois. Le 23 mai dernier, avant même que le club de football ait atteint son objectif de revenir en L1, le nouveau directeur général de Casino, Philippe Palazzi, a rencontré Roland Romeyer, qui dirigeait encore le club pour quelques jours. En dépit de la restructuration, Casino lui a annoncé qu'il maintenait son sponsoring.

« On ne l'augmente pas, on ne le diminue pas. Cela signifie quelques centaines de milliers d'euros par an », explique Philippe Palazzi. Casino a coupé d'autres budgets de mécénat et de soutien humanitaires... mais pas celui-là. L'entreprise a pesé le pour et le contre de la dépense. « Nous avons un plan de sauvegarde de l'emploi en cours, et nous savons qu'il est douloureux pour les salariés, pour Saint-Etienne et pour les habitants de la ville. Mais nous savons aussi que le club compte énormément pour tous. Les salariés de Casino sont là, font leur travail avec une conscience extrême, même quand il a fallu donner les clés de certains magasins aux repreneurs. Le public de Geoffroy-Guichard, c'est pareil : il a été là dans tous les moments difficiles de son équipe », explique Philippe Palazzi à l'Opinion.

Destins croisés en terre stéphanoise pour deux piliers économiques de la vie locale. Casino, le groupe de distribution né en 1898 dans l'ancienne cité minière, a touché le fond finan-

La ministre du Travail a dû avaler quelques couleuvres, mais a tout de même réussi à gagner quelques arbitrages

Vautrin assume la réforme de l'assurance-chômage

Tiraillements

La réforme de l'assurance-chômage voulue par l'exécutif sera mise en œuvre par décret avant le 1^{er} juillet. Elle sera effective en décembre.

Sarah Spitz et Marc Vignaud

« LA RÉFORME n'est pas plus dure que ce qu'on attendait. » Catherine Vautrin défend bec et ongles l'équilibre de sa réforme de l'assurance-chômage. Dès son arrivée rue de Grenelle en janvier, la ministre du Travail faisait pourtant passer le message qu'elle n'était pas favorable à une réforme trop « paramétrique ».

C'est pourtant bien ce que dévoile Gabriel Attal le 27 mars. Sur TF1, le Premier ministre décrit trois leviers qui pourraient être activés : durcir les conditions d'affiliation qui ouvrent droit à des indemnités ; raccourcir la durée maximale d'indemnisation des chômeurs ou baisser le montant des sommes versées. Ce dernier paramètre n'a toutefois pas ses faveurs. Ce cadre fait immédiatement grincer dans la majorité. Beaucoup de députés renâclent à raccourcir une nouvelle fois la durée maximum d'indemnisation alors qu'elle vient déjà d'être réduite de 24 à 18 mois au moment où le taux de chômage remonte légèrement.

Sur Europe 1 fin avril, Catherine Vautrin elle-même exprime presque ostensiblement son scepticisme : « Rien n'empêche d'être créatifs et de réfléchir à d'autres dispositifs, et c'est ce sur quoi nous travaillons », lâche-t-elle. Quelques jours plus tard, l'idée d'un différé d'indemnisation qui serait imposé à ceux qui perdent leur emploi avant de pouvoir toucher



SIPA PRESS

Catherine Vautrin a dû se battre pour sauver la durée d'indemnisation plus longue accordée aux seniors.

leur indemnité fuite dans la presse. En haut de l'exécutif, certains rient jaune. « Elle essaie de faire autre chose que ce qu'a proposé le Premier ministre, c'est un peu le problème, même si c'est son job de faire des propositions. »

Rabot. D'autres prennent moins de pinces : « Aujourd'hui, il y a déjà un différé d'indemnisation quand un salarié part avec une indemnité supra légale. Les seuls que cela va concerner si on le fait, ce sont des gens qui touchent l'indemnité légale de licenciement. Il va falloir dire à quelqu'un qui vient de se faire virer après 25 ans de bons et loyaux services dans une boîte et qui a cotisé qu'il n'a pas droit au chômage pendant x mois ? Politiquement, c'est inexplicable ! »

La piste défendue par le ministère du Travail sera d'ailleurs écartée. « C'est délicat, c'est vraiment une idée à elle », insiste une partie prenante au dossier. Finalement, non seulement la réforme durcit les conditions d'accès à l'assurance-chômage en exigeant d'avoir travaillé huit mois sur les 20 derniers mois (contre six mois sur deux ans), mais en plus, cela provoque une baisse de la durée maximale d'indemnisation de 18 à 15 mois ! « Gabriel Attal a été courageux, Catherine Vautrin était contre », assène un défenseur de la réforme pour qui Bruno Le Maire a gagné beaucoup de ses arbitrages.

Catherine Vautrin a aussi dû se battre pour sauver la durée d'indemnisation plus longue accordée aux seniors. « Je me suis particulièrement mobilisée pour la garder », assure-t-elle, alors que Bruno Le Maire assumait depuis des mois vouloir supprimer cette « filière seniors ». Elle ne le sera pas, mais elle est loin d'être épargnée. Alors qu'il suffisait d'avoir plus de 53 ans pour en bénéficier, il faudra désormais avoir plus de 57 ans. Leur durée d'indemnisation subit aussi un coup de rabot. En revanche, la ministre impose le bonus emploi seniors, un dispositif qui permet de compenser pendant un an toute perte de salaire entre le dernier emploi d'un chômeur et celui qu'on lui propose.

La ministre du Travail n'est pas non plus enthousiaste face à la volonté de Gabriel Attal de supprimer l'allocation de solidarité spécifique (ASS) qui bénéficie aux chômeurs en fin de droits. Auprès d'associations de lutte contre la pauvreté le 3 juin, elle s'en est à peine cachée, expliquant que sa suppression « n'est pas d'actualité immédiate ». Mais Mignon y tient. La mesure pourrait donc être intégrée au projet de loi de finances ou être repoussée dans un autre véhicule législatif.

Sur la forme, Catherine Vautrin s'est battue pour ne pas trop court-circuiter les partenaires sociaux de la réforme de l'assurance-chômage. Annoncer les mesures à la presse avant d'avoir rencontré une à une les organisations syndicales et patronales ? C'est non. Elle a insisté. L'agenda a été bousculé pour qu'elle puisse recevoir chaque chef de file rue de Grenelle.

Elle a encore un arbitrage à gagner : la généralisation du bonus-malus qui sanctionne une entreprise abusant de contrats courts. Lors de la présentation de la réforme, cette mesure d'équilibre avait disparu des radars, renvoyée à plus tard. Le patronat ne veut pas en entendre parler. Mais Catherine Vautrin est visiblement revenue à la charge. « Nous souhaitons généraliser progressivement le bonus-malus sur les contrats courts », a réaffirmé Gabriel Attal le 29 mai devant les députés. Ce serait une victoire pour la ministre.

@sarahspitz
@mvignaud

Le geste était attendu, tout comme le fait que la Banque centrale européenne ne s'engage sur aucun calendrier concernant l'évolution de sa politique monétaire dans les prochains mois

En diminuant ses taux, la BCE donne de l'air à l'économie

Etau

La BCE a procédé, jeudi 6 juin, à une première réduction de ses trois taux directeurs, de 25 points de base. Un coup de pouce bienvenu pour une économie européenne toujours très dépendante du crédit bancaire.

Muriel Motte

« EN SEPTEMBRE 2022, l'inflation dans la zone euro atteignait 10,6%. Moins d'un an plus tard, en septembre 2023, elle était de 5,2%. Aujourd'hui, elle est revenue à 2,6% », a martelé Christine Lagarde lors de sa conférence de presse, jeudi 6 juin. Cela méritait bien une petite baisse des taux directeurs après un cycle de dix hausses successives. Pour la suite, la présidente de la BCE ne s'est engagée sur rien, hormis sur sa détermination à voir la désinflation se confirmer dans la zone euro.

En dépit de la réduction de 25 points de base des taux, la politique monétaire européenne est toujours restrictive et elle le restera jusqu'à ce que le rythme de la hausse des prix se rapproche davantage de la cible des 2%, a-t-elle répété. Or, dans ses dernières projections publiées ce jeudi, la banque de Francfort... a relevé ses prévisions dans ce domaine. Elle table sur un taux de 2,5% cette année (2,8% hors alimentation et énergie) et de 2,2% l'année suivante.

Anticipation. « Elle n'espère plus que l'inflation retrouve un rythme de 2% au milieu de l'année prochaine, comme lors de sa dernière réunion, mais désormais fin 2025 », analyse Patrice Gautry, chef économiste de l'Union Bancaire Privée (UBP). « La BCE évalue si la tendance actuelle à la désinflation est simplement plus chaotique ou réellement déréglée, avec des conclusions plus claires attendues d'ici à la fin de l'été », décrypte pour sa part Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique chez Lombard Odier Investment Managers.

Quant à la croissance économique de la région, elle devrait un peu accélérer pour atteindre 1,4% l'an prochain après 0,9% en 2024, estime la BCE. « La baisse de ses taux y contribuera, puisque les deux tiers des financements à l'économie de la zone euro dépendent toujours du crédit bancaire », rappelle Vincent Juvyns, stratège chez JP Morgan AM. Les banques ont d'ailleurs anticipé la détente de la politique monétaire que plusieurs membres de la banque centrale annonçaient clairement depuis plusieurs semaines.

En France, c'est notamment visible dans le secteur de l'immobilier, en souffrance. La Banque de France relève que le taux moyen des crédits à l'habitat, toutes durées confondues, est retombé en dessous de 4% au printemps. La production de crédits (hors renégociations) a immédiatement réagi : en avril, dernier chiffre connu, elle a rebondi de 29%. « C'est le premier retournement de tendance significatif depuis le printemps 2022 et la remontée des taux », soulignent ses économistes, pour qui ce retournement s'est très probablement poursuivi en mai. Néanmoins, le secteur de la construction connaît toujours de grandes difficultés et même en supposant que le crédit reparte, il faudra plusieurs mois voire trimestres, avant que l'activité se reprenne durablement, souligne-t-on chez Oddo-BHF. A l'issue de la conférence de presse de Christine Lagarde, l'inconnue reste

le rythme des futurs coups de pouce de la Banque centrale à l'activité de la région. L'effet des hausses passées des salaires, la rigidité de l'inflation dans les services et le tonus du marché du travail - marqué par un taux de chômage historiquement faible de 6,4% - sont les prin-

L'effet des hausses passées des salaires, la rigidité de l'inflation dans les services et le tonus du marché du travail - marqué par un taux de chômage faible de 6,4% - sont les principaux freins à une désinflation rapide

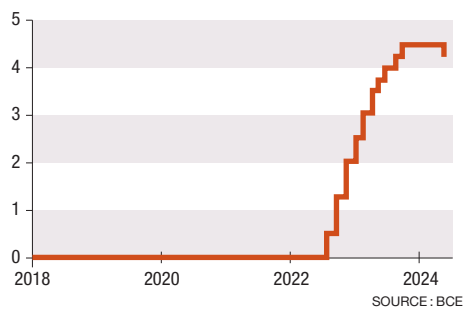
cipaux freins à une désinflation rapide. Ceci étant dit, « notre scénario de base prévoit trois réductions pour cette année, annonce Constantin Veit, gérant chez Pimco. Selon nous, les prochaines devraient s'opérer en septembre et en décembre ». La Fed américaine aura alors peut-être rejoint la BCE dans sa stratégie d'assouplissement monétaire. Mais ce ne sont pas les décisions de Jerome Powell, plutôt les statistiques qui s'égèreront dans les prochaines semaines, qui guideront la BCE plus « data dependant » que jamais dans une conjoncture chahutée.

« Même les plus orthodoxes n'expriment pas d'opposition absolue à poursuivre dans cette voie [de réduction des taux] sous réserve que de nouveaux chocs ne stoppent pas la désinflation », notent les économistes de Oddo Bhf. Leur scénario central est celui « d'une baisse de taux de 25 points de base par trimestre jusqu'à ce que la politique monétaire puisse être qualifiée de "neutre" - ce que nous associons à un taux de dépôt dans une zone de 2-2.50% [NDLR : contre 3,75% actuellement] ». Rendez-vous en septembre.

@murielmotte X

La baisse enclenchée

Taux de refinancement de la BCE, en %



SOURCE : BCE

+4,5 % en 14 mois: retour sur un cycle historique

« LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE A MIEUX COMMUNIQUÉ QUE LA FED »



Christian Parisot, économiste

« Ce cycle de hausse des taux était justifié compte tenu de l'ampleur des tensions au sortir de la Covid : une offre inélastique liée au problème

de chaînes d'approvisionnement, face à une forte demande qu'il fallait calmer. Certes, il s'agissait d'un choc d'inflation externe, la BCE ne pouvait rien contre la flambée du coût du transport et de l'énergie. Mais elle partait de loin avec l'assouplissement quantitatif et les taux négatifs. Il fallait absolument normaliser la politique monétaire si l'on voulait éviter une surchauffe auto-entretenu et l'apparition d'une boucle prix-salaires susceptible de dégénérer en cycle inflationniste.

Fallait-il aller remonter autant les taux directeurs ? La Banque centrale européenne a sans doute été un peu trop agressive puisque l'inflation s'est largement calmée d'elle-même, mais c'est facile de le constater aujourd'hui. En tout cas, on ne peut pas parler de surréaction ou d'erreur de politique monétaire sans quoi l'activité de la zone euro n'aurait pas simplement stagné, elle aurait subi une véritable récession. C'est un fait, nous l'avons évitée même si ce n'est pas seulement pour des raisons monétaires.

Finalement, la BCE a rempli son mandat. Elle est restée fidèle à son analyse monétariste de la situation, et elle est crédible quand elle affirme poursuivre son objectif d'inflation à 2%. Surtout, sa communication a été plus cohérente que celle de la Réserve fédérale des Etats-Unis de Jerome Powell, qui nous a surpris plusieurs fois. »

« LES DEUX OU TROIS DERNIÈRES HAUSSES DE TAUX AURAIENT PU ÊTRE ÉVITÉES »



Bruno Cavalier, chef-économiste d'Oddo-BHF :

« Rappelons le contexte : une succession de chocs exceptionnels liés à la pandémie, se révélant moins transitoires qu'espéré. Fin 2021, les

banques centrales ont senti la nécessité d'agir. A la BCE, il y avait le désir de sortir d'une politique atypique marquée par certains taux directeurs négatifs (le taux de dépôt, NDLR).

La banque de Francfort préparait le terrain pour une hausse des taux début 2022, avant même la guerre en Ukraine. Je ne pense pas que quiconque à la BCE pensait sérieusement que la remontée, même effrénée, des taux directeurs allaient calmer les prix de l'énergie. Le but était d'éviter que les anticipations d'inflation ne dérapent. La BCE devait démontrer qu'elle était prête à sacrifier à court terme une partie de la demande et du crédit pour un bénéfice de moyen et long terme : il fallait s'assurer qu'il n'y ait pas de changement de régime d'inflation.

De ce point de vue, elle a réussi. Les anticipations d'inflation de moyen terme sont restées proches de 2%. Est-ce à dire que sa politique a été une réussite ? En 2022, La BCE, comme tout le monde, était surprise par l'emballement des prix et n'avait pas une vision claire du point d'atterrissage. A partir du printemps 2023 toutefois, on pouvait voir que le choc d'inflation était en train de s'inverser. Je pense qu'elle aurait alors dû temporiser d'autant que la demande européenne ne montrait pas de surchauffe, contrairement aux Etats-Unis. Les deux ou trois dernières hausses de taux auraient pu être évitées. Elles ont retardé inutilement la reprise du crédit et de l'activité. »

« LA BCE A TRAVERSÉ L'ÉPREUVE DU FEU AVEC SUCCÈS »



Bastien Drut, responsable de la stratégie, CPR AM :

« La BCE a traversé l'épreuve du feu avec succès. Il y a toujours un risque dans un cycle de hausse des taux directeur : celui de

voir la lutte contre l'inflation mener à la récession. Cela n'a pas été le cas. C'est une réussite de ce point de vue. L'activité stagne en Europe depuis environ 18 mois, mais on a échappé à une contraction significative.

Si l'on regarde l'évolution des prix, l'inflation est en train de revenir vers les 2%, qui est l'objectif de moyen terme de la banque centrale. Quant à savoir si elle aurait obtenu le même résultat avec un taux directeur à 3% seulement, c'est très difficile à dire. La BCE elle-même ne le sait probablement pas, la notion de taux d'équilibre est très subtile ! Dans le choc d'inflation subi par le monde, le facteur "demande" a été plus fort aux Etats-Unis, le curseur était un peu plus sur le choc d'offre en Europe. Mais cette dernière aussi a bénéficié d'un excès d'épargne et d'une hausse des salaires qui ont soutenu la demande, la BCE a agi pour prévenir une boucle prix-salaires.

Ce cycle de hausse intense des taux directeurs se termine alors que l'Europe profite d'un taux de chômage à son plus bas historique (6,4%). Le violent resserrement monétaire des années 1970 et 1980 avait engendré une forte récession et une hausse du chômage mais, contrairement à cette époque, le contexte démographique de pénurie de main-d'œuvre a permis à la BCE d'agir vigoureusement sans faire s'effondrer l'emploi. »

M.M.

Ecce Eco Kylian Mbappé : parce qu'il le vaut bien !

**La chronique
de Emmanuel
Combe**



C'est fait ! Kylian Mbappé vient de signer son contrat avec le Real de Madrid. Un contrat dont les chiffres donnent le tournis : le célèbre joueur français touchera une prime de 100 millions d'euros à son arrivée, puis un salaire annuel de 35 millions brut, soit près de 3 millions d'euros par mois.

Si Mbappé est si bien payé, c'est qu'il s'agit d'un investissement et non d'une dépense : il devrait rapporter au club madrilène plus qu'il ne coûte. Et comme tout investissement, il comprend une part de risque puisque les recettes attendues dépendront en partie des succès obtenus grâce à Mbappé dans les compétitions.

Ce raisonnement en termes de retour sur investissement a été étudié dans le passé, lorsque la star de football Cristiano Ronaldo a été transférée en 2018 du Real de Madrid à la Juventus de Turin. KPMG s'était livré alors à un petit calcul sur les coûts et les recettes annuelles anticipées. Le coût annuel correspondait à la rémunération de Ronaldo, qui s'élevait à 85 millions d'euros par an.

Du côté des recettes, les ventes de billets, dont le prix avait augmenté de 30% suite à son arrivée, devaient générer des revenus additionnels compris entre 10 et

« Ce qui frappe aussi, c'est l'écart de rémunération avec ses coéquipiers madrilènes : le second joueur le mieux payé, Luka Modric, gagnera... 35 % de moins »

20 millions d'euros par an, selon les différents scénarios de victoires. De même, les droits télévisuels devaient rapporter entre 20 et 55 millions d'euros supplémentaires par an. Le merchandising et le sponsoring quant à eux devaient augmenter de 75 à 100 millions d'euros par an, grâce notamment à la vente de maillots.

Bref, même dans le pire des scénarios, l'investissement dans Ronaldo s'avérait rentable puisque les recettes additionnelles minimales couvraient la rémunération de la star. La Bourse de Milan ne s'y était d'ailleurs pas trompée : suite à la rumeur de l'arrivée de Ronaldo, le 3 juillet 2018, la valeur de l'action Juventus de Turin avait grimpé de 32% en l'espace de quelques jours.

Effet superstar. Au-delà de la rémunération élevée de Mbappé, ce qui frappe aussi, c'est l'écart de rémunération avec ses coéquipiers madrilènes : le second joueur le mieux payé du Real Madrid, Luka Modric, gagnera... 35% de moins, avec un salaire annuel de 22 millions d'euros. Pour expliquer ce phénomène, l'économiste Sherwin Rose a développé la célèbre théorie de « l'effet superstar ».

L'idée est que, parmi les individus les plus talentueux dans une activité, celui qui est un peu plus talentueux que ses pairs va attirer l'essentiel de la demande. L'augmentation de ses revenus sera alors plus que proportionnelle à l'augmentation de son talent.

Ce phénomène provient tout d'abord du fait que les talents ne sont pas substituables entre eux aux yeux des spectateurs : si les fans de foot sont prêts à payer 100 euros pour voir leur footballeur préféré, on ne peut pas leur proposer, pour le même prix, 2 matchs avec des footballeurs qui ont moins de talent que leur footballeur préféré !

Ce phénomène de concentration des revenus s'explique ensuite par la technologie : le coût d'une star - dans le cas d'un footballeur son salaire - est essentiellement un coût fixe. Il en résulte que la diffusion télévisuelle des matchs dans le monde entier permet d'amortir le coût fixe sur un très large public. Bref, rien de très étonnant à ce que la « superstar » française du football soit payée si cher.

@emmanuelcombe X

Certains ont fait de la politique, d’autres ne veulent pas en entendre parler. Des perles rares qui manquent dans les exécutifs

Jusqu’où les scientifiques engagés n’iront-ils pas ?

Courage VS ténacité

Le Mexique a élu à sa présidence Claudia Sheinbaum, ancienne autrice du GIEC (Groupe intergouvernemental d’experts sur l’évolution du climat).

Irène Inchauspé

LA NOUVELLE PRÉSIDENTE DU MEXIQUE, docteur en physique, a fait partie des milliers de scientifiques qui, à travers le monde, ont contribué à l’un des chapitres d’un rapport du GIEC. Et ce, deux fois plutôt qu’une, en 2007 et en 2014. Elle faisait partie du Groupe III, qui a pour mission d’évaluer les solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ou atténuer les effets du changement climatique. La question de l’eau était l’un des principaux thèmes de son programme (une sécheresse sévère sévit au Mexique).

Cette femme, scientifique engagée de 61 ans, veut proposer un plan national pour moderniser les infrastructures de gestion de l’eau du pays et faire des économies. Claudia Sheinbaum a aussi annoncé des investissements de plus de 13 milliards de dollars dans le développement des énergies renouvelables. Ses convictions écologiques vont-elles résister à sa nouvelle fonction ? « Elle fait de la politique depuis longtemps, elle a été chercheuse, la connaissance des codes des deux univers est une condition essentielle de sa réussite », juge Lucile Schmid, vice-présidente de la Fabrique Ecologique.

En France, ceux qui cochent les deux cases ne sont pas nombreux. « Aujourd’hui, on ne peut pas rester dans sa tour d’ivoire, mais il faut équilibrer l’engagement dans le débat public et une forme d’honnêteté intellectuelle, c’est de plus en plus difficile en politique » , explique François Gemenne, lui aussi auteur du GIEC. Il a participé à la campagne de Yannick Jadot pour l’élection présidentielle de 2022. La difficulté chez les Verts à se mettre en mouvement collectivement, le fait d’avoir tous les ennuis d’un

« Valérie Masson-Delmotte a été très médiatisée au point qu’aujourd’hui on se dit ministre, pourquoi pas ? »

homme politique sans en être un et le score obtenu (4,6% des suffrages) l’ont convaincu que cela n’était pas pour lui. « C’est en tout cas beaucoup plus risqué que de balancer de la peinture sur des tableaux puis de prendre un selfie pendant sa garde à vue », ironise-t-il aujourd’hui. François Gemenne intervient toujours dans le débat public, et dialogue volontiers avec Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique. « On s’imagine que si on mettait tous les experts du GIEC dans tous les gouvernements, cela irait mieux. Ce n’est pas si simple », conclut ce spécialiste du climat.

« **Sortir de son labo** ». Un avis partagé par Wolfgang Cramer, directeur de recherche au CNRS, autre auteur du Giec. Fin 2022, il a rejoint les rangs du groupe de désobéissance civile Scientifiques en rébellion. « Il y a un nombre croissant de scientifiques concernés par les dérèglements climatiques qui ont alerté et rédigé des rapports et synthèses de façon calme et raisonnée, explique-t-il. Or, l’action publique est très insuffisante et en plus, elle recule ». Il rappelle qu’en 2018, le rapport du GIEC appelait à une « transformation profonde ». « Cela n’apparaît dans aucun discours public, pourtant cela ne veut pas dire revenir à l’âge de pierre mais vivre mieux ». Alors, à 67 ans, Wolfgang Cramer a pris pour la première fois la parole lors d’une manifestation - autorisée -, samedi 11 mai, contre les projets de construction de bassines de rétention d’eau dans le Puy-de-Dôme. Plutôt cela que de se lancer en politique. « Quand j’étais à l’Association Respire, nous avions 150 000 euros de budget, aujourd’hui, le plan pour la qualité de l’air de la Région a un budget de 900 millions d’euros sur cinq ans », rappelle Olivier Blond, conseiller régional d’Île-de-France, pour qui la politique a du bon.

« Il y a différentes façons de sortir de son labo, explique Lucile Schmid. Valérie Masson-Delmotte a été très médiatisée au point qu’aujourd’hui on se dit ministre, pourquoi pas ? Et Luc Abbadie, professeur d’écologie, s’occupe de la formation des hauts fonctionnaires sur ces sujets ». Cédric Villani, autre personnage

médiatique, s’est lancé en politique. Redevenu universitaire après sa défaite aux législatives de 2022, il s’affiche désormais aux côtés de la nouvelle patronne d’EELV, Marine Tondelier. Il a pris, le 15 mars, la présidence de la Fondation de l’Ecologie Politique. Le mathématicien, médaillé Fields, sera sans doute fort déçu du score attendu des écologistes aux européennes. Les sondages leur prédisent à peine 40 sièges sur un total de 720 eurodéputés, et en France, ils ne sont même pas assurés d’atteindre les 5% leur permettant de conserver des élus.

Ce n’est donc pas demain que l’on verra un scientifique spécialiste du climat, ni un scientifique tout court d’ailleurs, accéder à la fonction suprême en France. S’il y en avait quelques-uns au gouvernement, ce serait déjà un gros progrès. @iinchausepe X



La nouvelle présidente du Mexique, **Claudia Sheinbaum**, est docteur en physique.

Malgré une croissance économique exceptionnelle, une bonne partie de la population se sent privée de ses bénéfices

En Inde, Modi n’a pas réussi à faire rêver les plus pauvres

Frustration

Le manque d’emplois pour des centaines de millions de personnes, en particulier les femmes, est un des défis majeurs pour les autorités indiennes. **Le pays compte plus de 460 millions de femmes en âge de travailler, soit plus que l’ensemble de la population de l’Union européenne, mais seulement un tiers a un emploi.**

Claude Leblanc

APRÈS SES BONS RÉSULTATS aux élections législatives de 2014 et 2019, le Bharatiya Janata Party (BJP), la formation de Narendra Modi, espérait connaître une nouvelle envolée qui lui permettrait de dominer une nouvelle fois le Parlement et imposer sa vision politique. Si la crainte d’une partie de l’opinion concernant l’agenda nationaliste du Premier ministre peut expliquer le recul électoral du BJP lors du scrutin de 2024, la raison principale est à chercher dans le mécontentement social lié à la montée des inégalités et aux difficultés de réduire la pauvreté dans le pays qui bénéficie pourtant de la plus forte croissance économique de la planète.

Au regard des résultats électoraux, il apparaît clairement que, dans les Etats où le revenu par habitant a le moins augmenté depuis la dernière consultation générale, les résultats du BJP ont été inférieurs aux objectifs escomptés. Les Etats du Bihar, du Maharashtra, du Jharkhand, de l’Haryana, de Delhi, de l’Uttarakhand, de Goa, de Manipur et du Kerala, tout comme le Sikkim et les îles Andaman et Nicobar ont sanctionné le parti au pouvoir, confirmant le sentiment d’une majorité d’Indiens que seule une petite fraction du 1,4 milliard d’habitants a pu profiter de cette bonne fortune.

La montée en flèche des inégalités, du chômage et du sous-emploi a été au cœur de la campagne électorale dans un pays où près de 90% de la population en âge de travailler gagne moins que le revenu annuel moyen du pays, qui est d’environ 2770 dollars, selon une étude

Après avoir dit qu’il ne se présenterait pas aux législatives de juillet, le visage de la droite « dure » a fait volte-face

L’éternel retour du trublion britannique Nigel Farage

Insubmersible

Les chefs des sept principaux partis d’outre-Manche s’affrontent vendredi dans un premier débat sur la BBC. **Dernier entré dans la course, Nigel Farage contribue déjà à polariser la campagne.**

Chloé Goudenhoofdt (à Londres)

LA CANDIDATURE SURPRISE de Nigel Farage aux élections législatives du 4 juillet devrait venir épicer le débat de vendredi soir au Royaume-Uni, le premier à réunir les chefs des principaux partis britanniques. Après avoir annoncé qu’il ne se présenterait pas le 23 mai, le visage de la droite « dure » outre-Manche a secoué la campagne en faisant volte-face en début de semaine. Candidat dans la circonscription pro-Brexit de Clacton, dans le sud-est de l’Angleterre, il a évincé Richard Tice, le chef de Reform UK, et pris sa place. Ce parti nationaliste, anti-immigration et eurosceptique avait été co-créé par Nigel Farage lui-même en 2019, sous le nom de Brexit Party.

Ce Terminator de la politique trouve toujours une façon de revenir sur le devant de la scène, que ce soit en animant le plateau de la chaîne GB News ou en changeant de parti. Député européen pendant 21 ans, il n’aura pourtant jamais réussi à se faire élire à la Chambre des communes, malgré sept tentatives. Qu’importe. Si un Boris Johnson ne joue que pour gagner, Nigel Farage, se contente d’influencer. Mais il excelle dans ce rôle. C’est le Ukip (le Parti pour l’indépendance du Royaume-Uni), qui, sous sa présidence, a mis la pression sur David Cameron pour déclencher le référendum du Brexit.



Nigel Farage n’a jamais réussi à se faire élire à la Chambre des communes, malgré sept tentatives.

Nigel Farage est aussi faiseur de rois. En mai 2019, le Brexit Party avait mis les conservateurs de Theresa May en danger en captant une bonne partie du vote tory aux élections européennes. « Ils se sont alors rendu compte qu’il leur fallait un leader comme Nigel Farage, surtout face au risque d’élections anticipées, raconte le biographe Michael Crick. Or, la seule personne susceptible de lui correspondre n’était autre que Boris Johnson! »

Menace. Après cette défaite humiliante, et face à l’incapacité de faire voter son plan sur le Brexit, Theresa May démissionne. Lors des législatives organisées en décembre de la même année, Nigel Farage décide de soutenir de façon indirecte Boris Johnson, devenu chef des Tories, pour voir aboutir le Brexit. Le 11 novembre, il annonce que les candidats du Brexit Party ne se présenteront pas dans les 317 circonscriptions détenues par les conservateurs. « Nigel Farage a ainsi joué un rôle décisif pour amplifier la victoire électorale des conservateurs, soutenir la politique du Brexit et influencer le retrait du Royaume-Uni de l’Union européenne », résume Pippa Norris, maîtresse de conférence à l’Université d’Harvard, sur un blog de la London School of Economics (LSE).

Pour les élections du mois prochain, le retour de Nigel Farage présente une menace pour Rishi Sunak, alors que le parti au pouvoir a déçu sur le Brexit comme sur la question de l’immigration. Le Premier ministre en a conscience. « Voter pour qui que ce soit d’autre, et [Keir Starmer] gagnera », a-t-il indiqué, mardi, aux indécis de droite. Mais Reform UK pourrait aussi sur-

« Envoyez-moi au Parlement pour être une sacrée nuisance! », a-t-il lancé mardi depuis Clacton-on-Sea

prendre le Labour. La rhétorique du parti autour du déclin économique, social, voire moral du Royaume-Uni pourrait séduire les électeurs du Red Wall, ces anciens bastions travaillistes du nord de l’Angleterre, que le Labour cherche à reconquérir depuis 2019.

Mais il sera tout de même difficile pour Reform UK de glaner des sièges au Parlement en raison du système électoral britannique, d’autant plus que le soutien au parti, crédité de 19% d’intentions de vote, est diffus à travers le pays. « Vous devez arriver en tête le jour du scrutin, c’est le seul moyen de s’imposer dans un système uninominal à un tour, explique Sara Hobolt, politologue à la LSE. Dans beaucoup de circonscriptions, le parti arrivera deuxième. » Lors des élections générales de 2015, le Ukip de Nigel Farage avait, par exemple, rassemblé 12,6% des votes, mais seulement un siège, à Clacton.

Qu’en sera-t-il pour Nigel Farage le 4 juillet ? S’il divise l’opinion, cette fois-ci pourrait être la bonne, d’où son choix de siège très ciblé. « Envoyez-moi au Parlement pour être une sacrée nuisance! », a-t-il lancé mardi depuis Clacton-on-Sea. En tant que député européen, il était expert en la matière, perturbant le mécanisme de l’UE par ses critiques constantes. Lors de son dernier discours à Bruxelles en janvier 2020, il s’était même fait couper le micro par l’Irlandaise Mairead McGuinness, alors vice-présidente du Parlement européen. Nigel Farage avait refusé de poser son drapeau britannique alors que les signes nationaux sont interdits par le règlement bruxellois.

@Japonline X

@chloegouden X

Global Britain Gaza, écologie: la culture sous le feu d'appels au boycott

La chronique de Marc Roche



Son intelligentsia a dominé l'Europe des Lumières. La belle, classique et romantique Edimbourg peut se targuer d'avoir été à l'avant-plan des idées au XVIII^e et au XIX^e siècle grâce à ses hommes de lettres, en particulier David Hume, Adam Smith et Robert Louis Stevenson. Au nom de cette vieille tradition, le gestionnaire d'actif écossais Baillie Gifford pratique depuis une décennie un mécénat littéraire très haut de gamme en parrainant une dizaine de foires du livre outre-Manche. A commencer par les festivals de Hay-on-Wye et d'Edimbourg qui mobilisent des centaines d'auteurs et des dizaines de milliers de lecteurs.

La semaine dernière, les deux manifestations ont mis fin à leur collaboration avec Baillie Gifford, l'un de plus gros fonds d'investissement de la place financière de la capitale de l'Ecosse. Face à la menace de désistement de participants, elles ont coupé le cordon ombilical avec leur principal sponsor. Les organisateurs ont capitulé devant les violentes pressions d'activistes écologiques et pro-palestiniens qui reprochent à l'enseigne en question ses investissements dans les énergies fossiles et dans l'industrie high-tech israélienne.

Campagne haineuse. Estimant que le « jeu n'en vaut plus la chandelle », Baillie Gifford a arrêté ses subventions. A l'appui de sa décision, la vénérable firme a cité la campagne haineuse visant ses associés et collaborateurs sur les réseaux sociaux de la part d'un collectif intitulé « Fossil Free Books ». L'objectif affiché de ce mouvement est, je cite, de libérer l'édition « des pollueurs, génocidaires et coloniaux ».

L'asset manager fait fructifier les 225 milliards de livres (264,40 milliards d'euros) d'actifs confiés par des caisses de retraite et des riches particuliers. La polémique sur le réchauffement climatique et le conflit de Gaza est une distraction pour une société innovante et dynamique spécialisée dans les placements dans les compagnies de technologie à haute valeur ajoutée. Ses gestionnaires s'efforcent de diversifier leurs mises au-delà des indices boursiers afin d'améliorer la plus-value et le rendement.

Les associations défendant le boycott n'en sont pas à une contradiction près. Baillie Gifford a démontré que les actions et obligations des multinationales des hydrocarbures ne constituent que 2% de la valeur de son portefeuille contre 11% en moyenne pour le reste de la profession.

En outre, volontiers cité en exemple par les ONG du climat pour avoir retiré ses billes du secteur pétro-gazier, le fonds souverain norvégien, numéro un du globe, continue d'investir dans les géants américains du numérique. Or, les Gafa sont dans le collimateur du mouvement pro-palestinien pour avoir maintenu leurs liens avec l'Etat hébreux. Enfin, les artistes anti-israéliens tendent la sébile à un gouvernement britannique qui a gardé son droit de veto (golden

share) dans le groupe de défense BAE Systems qui compte Tsalal parmi ses clients.

Hay-on-Wye et l'International Edimbourg Book Festival ont mordu la main de ceux qui les nourrissent. Le premier va devoir mettre un terme à son expansion internationale au Kenya, au Mexique, en Colombie et au Pérou. Le second doit dare-dare augmenter le prix des billets au détriment d'une stratégie visant à élargir son audience au-delà de l'élite culturelle.

La survie des autres structures, qui ont besoin de l'argent privé, est également loin d'être garantie. Les festivals naguère financés par « BG » subissent une hémorragie d'écrivains hostiles au boycott. Beaucoup redoutent l'effet négatif de leur présence à des événements ouvertement « woke » sur les ventes de leurs ouvrages. Quant aux parrains prêts à prendre la place de Baillie Gifford, ils ne se pressent pas au portillon. En vue d'engranger les retombées positives en termes de notoriété, le mécénat d'entreprise préfère soutenir des initiatives moins exposées idéologiquement (sport, santé...)

Comme le souligne le *Financial Times*, « c'est tout le modèle britannique de financement bicéphale public-privé des arts qui est menacé d'écroulement. Sans l'aide des

« L'absence d'un tissu d'institutions publiques est sans doute liée au manque de considération d'un monde politique avare pour les arts »

milieux d'affaires, les PME culturelles sont incapables de boucler leurs budgets. »

Ces incertitudes financières sont d'autant plus dommageables qu'à l'inverse du reste de l'Europe, il n'y a pas de vrai soutien de l'Etat à la culture. L'Arts Council en charge de la distribution des fonds publics favorise les grandes institutions non engagées, comme le Royal Opera, le National Theater ou la Royal Shakespeare Company. Le statut d'intermittents du spectacle n'existe pas. Associés aux professions libérales, les artistes n'ont droit à aucun traitement spécial, que ce soit en matière de fiscalité ou de prestations sociales.

« Soft power ». L'absence d'un tissu d'institutions publiques est sans doute liée au manque de considération d'un monde politique avare pour les arts. Il n'y a jamais eu d'équivalent britannique aux grands ministres de la Culture tels André Malraux ou Jack Lang. La rotation des titulaires du poste dans cette nation terre-à-terre, qui se méfie des beaux discours, est aberrante.

La controverse Baillie Gifford va bien au-delà des foires du livre. L'ascendant du Royaume-Uni sur la scène internationale, le fameux « soft power », est en jeu. Le poids économique des industries créatrices est énorme. Ses revenus dépassent ceux combinés de l'aéronautique, l'énergie et les sciences de la vie ; son taux de croissance est supérieur à celui des services financiers. Le berceau de Shakespeare a toujours été un lieu privilégié d'expérimentation des passions, des rêves les plus fous qui, commercialisés, se vendent ensuite à l'étranger.

Gary Lineker, présentateur vedette de l'émission de la BBC, « Match of the Day », a été choisi comme invité d'honneur de la foire de Hay-on-Wye. Très vocal sur le conflit à Gaza, l'animateur le mieux payé du paysage audiovisuel anglais a réitéré dans son discours sa vulgate israélophobe, « pour pouvoir me regarder dans la glace en me rasant le matin ». L'ancien joueur n'a pas eu un mot sur la résurgence de l'antisémitisme. Et pour couronner le tout, le triste sire a reçu le prix spécial du jury « pour services rendus au journalisme ».

@MarcRoche18

ROBERTO FRANKENBERG

Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr

l'opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

Le cercle des initiés La partie de poker Atos

La chronique de Alexandre Garabedian

ATOS, MAINTENANT OU JAMAIS

Il est difficile de sortir du club des entreprises en difficulté lorsqu'on y a pris bien malgré soi sa carte de membre. Solocal en est le symbole : l'ex-Pages Jaunes, qui vient d'être racheté par l'ancien PDG de Publicis, Maurice Levy, enchaîne depuis quinze ans les restructurations de dette avec une régularité de métronome. C'est tout l'enjeu de la partie de poker qui oppose Daniel Kretinsky et David Layani pour le sauvetage d'Atos.

L'ex-fleuron des services informatiques s'est donné quelques jours encore pour choisir celui des deux prétendants auquel il confiera son sort. L'offre retenue devra ensuite obtenir l'accord des deux tiers des porteurs d'une dette bancaire et obligataire qui atteint 4,8 milliards d'euros. Entre l'homme d'affaires tchèque et le fondateur de Onepoint, le débat s'est vite polarisé sur le « maintenant ou jamais ». Pour le camp Kretinsky, la dégradation rapide de la situation financière et commerciale d'Atos impose de purger massivement la dette et d'injecter le maximum d'argent

frais, sans quoi le groupe devra repasser tôt ou tard par la case restructuration. Une analyse qui semble avoir convaincu BNP Paribas et d'autres banques françaises. Le camp Layani, moins riche et moins dur vis-à-vis des créanciers, est convaincu que son projet suffira une fois pour toutes à redresser la barre. Il a le soutien de banques étrangères et d'une partie des porteurs obligataires.

Ces derniers jours, par le jeu naturel des négociations, les deux offres se sont un peu rapprochées. Daniel Kretinsky ne prévoit plus d'effacer que 70% de la dette, contre 60% désormais pour son adversaire. Dans les deux cas, les créanciers pourront profiter d'un retour à meilleure fortune d'Atos et du produit de cessions d'actifs. Pour les actionnaires actuels en revanche, les jeux sont déjà faits.

EXOSENS VISE JUSTE EN BOURSE

Ceintures et bretelles. La pépite Exosens, spécialiste des technologies de vision nocturne utilisées par l'armée française, a usé de tous les stratagèmes pour réussir son introduction en Bourse à Paris. D'abord, réunir un quarteron d'investisseurs de référence, des cornerstone en jargon des marchés, dont la présence rassure. Bpifrance, la Caisse des dépôts et deux gérants d'actifs ont souscrit à eux seuls un tiers du placement.

Le solde s'est vendu comme des petits pains, grâce à un prix raisonnable et aux perspectives de l'entreprise, dont la taille a doublé en trois ans. La forte demande a permis au bout de deux jours de relever de 345 à 402 millions d'euros la taille maximale de l'opération. A 20 euros l'action, l'ex-Photonis se valorise près de onze fois son résultat brut d'exploitation (Ebitda) retraité des coûts de recherche et développement. C'est 30% de moins que son grand concurrent américain coté, Teledyne, qui avait tenté de racheter la société française au fonds Ardian en 2020 avant que l'Etat n'y mette son veto au nom de la souveraineté nationale. La société d'investissement HLD, entrée au capital dans la foulée et qui en détiendra encore la majorité après l'opération, se frotte les mains.

Enfin, tout comme l'éditeur de logiciels Planisware en avril, Exosens a profité d'une nouvelle disposition du droit boursier adoptée en début d'année. Cette réforme permet de se coter en réalisant un placement accéléré

auprès d'investisseurs institutionnels, en laissant les particuliers à l'écart. Les délais de l'opération se réduisent, le risque d'échec lié à la volatilité des marchés aussi. Tant mieux pour l'attractivité de la place financière de Paris, tant pis pour la promotion de l'actionnariat populaire dont le capitalisme à la française déplore l'insuffisance.

PRIVATISATIONS, L'EXCEPTION FRANÇAISE

L'aéroport d'Athènes, l'opérateur postal allemand DHL, le groupe d'hydrocarbures italien Eni... La liste des entreprises dans lesquelles les États européens cèdent des participations ne cesse de s'allonger. Dernier exemple en date, Deutsche Telekom. Berlin a vendu cette semaine environ 2% du capital de l'opérateur de télécoms allemand, qui reste, après cette opération, détenu à hauteur de 28% par la puissance publique. Les fonds récoltés, 2,4 milliards d'euros, serviront à financer les investissements de l'Allemagne dans le ferroviaire.

Les contraintes budgétaires et le désir de profiter du bon niveau de valorisation des marchés actions alimentent le mouvement de vente. L'Italie et la Grèce ont annoncé des programmes de privatisations de plusieurs milliards, et tous les États européens allègent leur portefeuille de participations. Tous ? Non. D'irréductibles Gaulois résistent encore et toujours à l'envahisseur. A défaut d'être riches, ils sont à l'achat. La France a sorti EDF de la cote, et se prépare à reprendre les activités stratégiques d'un Atos à la dérive.

Ce chemin singulier de l'Etat actionnaire, en Europe, traduit la faiblesse de champions nationaux que des défis structurels ou des erreurs de gestion ont conduit à l'impasse financière. Mais il reflète aussi une louable exception française liée à la crise financière, durant laquelle les banques tricolores avaient échappé à la nationalisation. C'est ce lourd héritage que nos voisins soldent aujourd'hui, de l'italienne Monte dei Paschi à l'allemande Commerzbank en passant par NatWest au Royaume-Uni, et qui grossit les chiffres des cessions d'actifs publics.

CHEZ SOFTBANK, LE FACTEUR ELLIOTT SONNE TOUJOURS DEUX FOIS

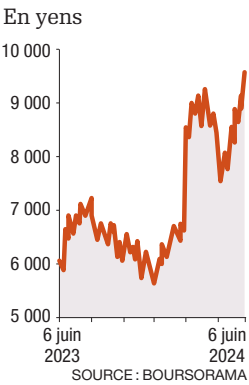
Bis repetita placent. Le fonds activiste Elliott repart à l'assaut du conglomérat Softbank, pour le pousser à lancer un programme de rachats d'actions de 15 milliards de dollars. Juste avant la pandémie de Covid, le turbulent actionnaire avait déjà secoué l'empire d'un Masayoshi Son alors affaibli par ses investissements malheureux dans le loueur de bureaux WeWork et le livreur Uber. Le groupe japonais avait fini par racheter 20 milliards de dollars de ses propres titres, ce qui avait grandement aidé son redressement boursier et permis à Elliott de sortir du capital courant 2022.

Le fonds de Paul Singer a des raisons de jorgner à nouveau la cagnotte de Softbank, au point d'y prendre un ticket à 2 milliards. La holding détenait l'équivalent de 26 milliards de dollars de trésorerie en fin d'année. Sa capitalisation boursière bondit de 50% depuis le 1^{er} janvier, et pourtant sa décote s'accroît par rapport à son actif net. Celui-ci progresse plus vite encore, grâce au fabricant de puces Arm, la plus belle participation du groupe. Le cours de l'entreprise britannique, portée par la vague de l'IA, flambe de 160% depuis son retour en Bourse à New York l'an dernier.

En quatre ans, le profil de la cible a bien changé. Lors de la première offensive d'Elliott, près de la moitié de la richesse de Softbank dépendait de sa part dans le géant chinois du commerce en ligne, Alibaba, en perte de vitesse. C'est Arm qui pèse aujourd'hui d'un poids équivalent dans le portefeuille, avec une dynamique bien plus engageante. De quoi rendre le conglomérat plus résistant aux attaques extérieures.

@GarabedianAlex

Cours de Softbank



L'AGEFI

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique *Voyage en absurdie*

© Oak Pictures / Europe 1

La chute de la maison Diddy

THE WALL STREET JOURNAL.

AU DÉBUT DU MOIS de novembre 2023, Sean Combs soufflait les bougies de son gâteau d'anniversaire rouge vif lors d'une fête organisée à Londres pour fêter ses 54 ans et célébrer la sortie de son nouvel album, *The Love Album: Off the Grid*.

Quelques mois plus tard, la fête est terminée. Depuis la mi-novembre, M. Combs est poursuivi devant les tribunaux pour des accusations de violences physiques, viols, administration de stupéfiants sous contrainte et harcèlement sexuel de la part de sept femmes et d'un homme. En mars, ses maisons de Los Angeles et de Miami ont été perquisitionnées par des agents du département de la Sécurité intérieure dans le cadre d'une enquête pour trafic sexuel. M. Combs a réfuté ces allégations et a depuis déposé des requêtes en irrecevabilité dans au moins deux de ces affaires.

Il est parvenu à un règlement amiable avec son ex-petite amie Cassandra (« Cassie ») Ventura 24 heures après qu'elle l'a attaqué devant les tribunaux en novembre. Puis, en mai, une vidéo de 2016 a fait surface montrant M. Combs frappant Mme Ventura, qui avait également fait partie des artistes avec lesquels son label Bad Boy Entertainment avait signé.

M. Combs a présenté des excuses publiques sur Instagram dans une vidéo où il est assis sous le toit d'une paillote. « Je ne cherche pas d'excuses », affirme-t-il. « Mon comportement dans cette vidéo est inexcusable. »

Cette série d'événements a précipité la chute d'un manitou de la musique qui a contribué à rendre le hip-hop plus acceptable aux yeux du grand public. Plus qu'un simple artiste, M. Combs excellait à influencer le secteur de la musique en tant que promoteur et producteur. Il y est parvenu en mélangeant des airs de pop bien connus comme *Every Breath You Take* du groupe de rock The Police avec du rap, contribuant ainsi à faire du hip-hop un domaine plus



SIPA PRESS

Sean Combs, alias Diddy, a su exploiter son image de « bad boy » pour transformer la façon dont les stars de la musique font du business. Des accusations de viol et de harcèlement sexuel, notamment, ont entraîné sa chute.

commercial que jamais auparavant et à favoriser l'éclosion de méga stars comme Notorious B.I.G. et Mary J. Blige.

Pendant qu'il se bâtissait une entreprise colossale, M. Combs était toujours en prise avec des démêlés juridiques, faisant face à des accusations de comportements répréhensibles, voire de voies de faits avec violence. Pendant des années, cela n'a pas semblé nuire à son succès. Aujourd'hui, cet air d'invincibilité appartient au passé.

Les dernières accusations portées à son encontre montrent comment une figure faisant autorité peut voir sa réputation basculer brutalement. Elles remettent en question ses projets commerciaux et menacent l'héritage qu'il va laisser après avoir symbolisé l'ascension du hip-hop, qui d'une sous-culture populaire est devenue une vraie économie à l'échelle mondiale.

Pendant plus de trois décennies, M. Combs a produit non seulement des chansons, mais aussi

des boissons, des parfums et des vêtements qui ont montré à quel point un entrepreneur dans le domaine de la musique pouvait s'appuyer sur sa célébrité pour édifier un empire commercial.

Il a organisé de célèbres « White Parties » dans les Hamptons et d'autres enclaves destinées à l'élite, où toute une ribambelle de stars défilaient, de Jay-Z et Paris Hilton à l'écrivain Salman Rushdie en passant par le futur président Donald Trump. Il est même arrivé, au cours d'une année où avait lieu

un scrutin électoral, M. Combs a exposé un exemplaire original de la Déclaration d'indépendance que Norman Lear lui avait prêté.

A bien des égards, la stratégie commerciale de M. Combs – consistant à exploiter son image personnelle pour empocher d'énormes contrats – a inspiré les stars de la musique qui lui ont emboîté le pas.

Mais bien avant les dernières accusations portées contre lui, l'étoile de M. Combs était déjà sur le déclin. Avant que Mme Ventura

ne l'attaque devant les tribunaux, M. Combs ferrailait déjà devant la justice avec Diageo, le géant des boissons alcoolisées, tandis que les magasins Macy's avaient commencé à retirer progressivement de ses rayons sa ligne de vêtements, Sean John.

Puis, en novembre, les accusations de Mme Ventura ont été rendues publiques infligeant à Diddy son plus grand revers jusqu'à présent sur le plan réputationnel. Une école privée sous contrat new-yorkaise que M. Combs a contribué à créer a rompu ses liens avec lui, et il s'est retiré de Revolt, une chaîne de télévision qu'il avait cofondée à l'époque de BET et MTV, avant de céder complètement sa participation. En janvier, Diageo et M. Combs ont réglé un litige juridique concernant la marque de tequila dans laquelle il détenait une participation, mettant ainsi fin à une relation de près de vingt ans où des campagnes de marketing tous azimuts montraient la star en train de mener la grande vie et de promouvoir la vodka Ciroc de l'entreprise.

L'artiste connu pour des tubes comme *I'll Be Missing You* et *Bad Boy for Life* avait chuté de son piédestal de divinité qu'il s'était bâti.

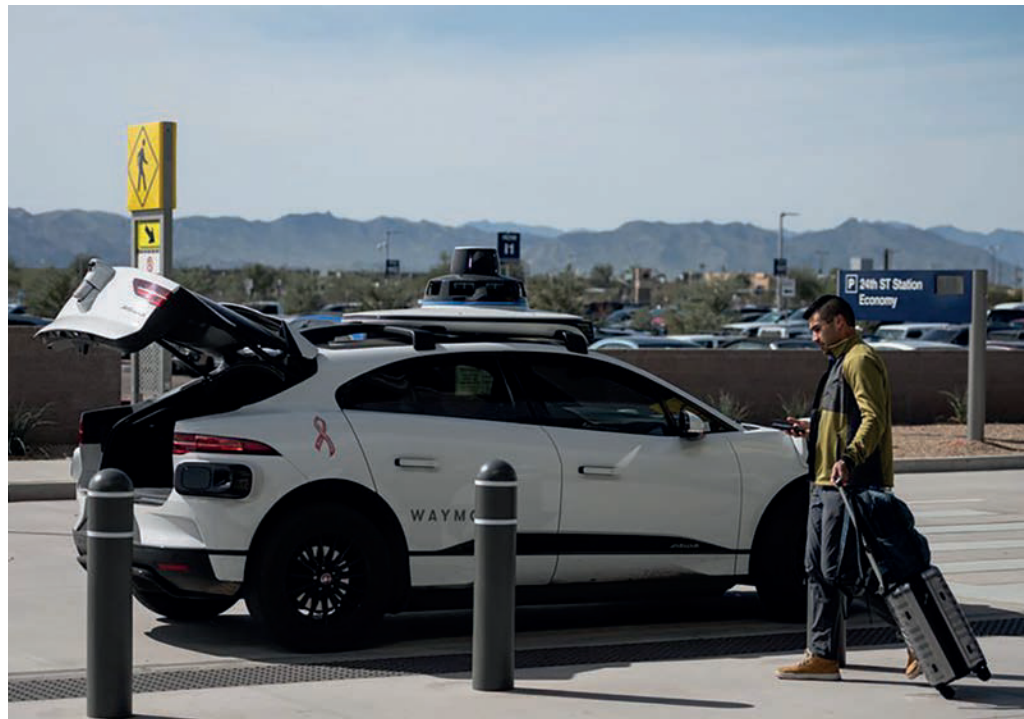
L'avocat de M. Combs, Jonathan Davis, a refusé de discuter des actions en justice en cours contre son client. Il a déclaré qu'ils savaient que les autorités menaient une enquête et qu'ils étaient « convaincus que tous les points importants de cette procédure seraient abordés dans le cadre approprié où les règles permettent de distinguer les faits de la fiction ».

LA FABRIQUE DU « BAD BOY »

Dès le début, M. Combs a fait de sa personnalité de dur à cuire et de son obstination un modus operandi. Le récit de son licenciement par son mentor chez Uptown Records au début des années 1990 est devenu un épisode à part entière de l'histoire de ses

Lire DIDDY en page II

A Phoenix, les robots-taxis sont rois



CAITLIN O'HARA FOR THE WALL STREET JOURNAL

Un usager rejoint un véhicule autonome Waymo à l'aéroport international de Phoenix.

THE WALL STREET JOURNAL.

PHOENIX – PENDANT LEURS vacances, Catherine Brist et son mari sont allés prendre leur petit-déjeuner en voiture sans chauffeur, de la dance music plein les baffles.

Le couple avait prévu un plan d'évasion au cas où. Ils avaient emporté avec eux un lourd repose-cuillère en marbre en forme de poisson, emprunté à leur Airbnb. Ils s'étaient dit qu'ils pourraient briser une vitre avec si le taxi se détiraquait. Ils n'en ont pas eu besoin.

Après deux trajets en véhicule autonome, Mme Brist déclare être devenue « très pro-voitures robots ». Le fait qu'il n'y ait pas de conducteur humain signifie que « personne n'essaie de me raconter des salades », souligne cette doctorante de 34 ans originaire de New York.

C'est dans la région de Phoenix que se trouve la plus grande

entreprise de location de véhicules autonomes du monde, dont la maire de Phoenix, Kate Gallego, est une adepte revendiquée. Les véhicules sans chauffeur sont formidables pour voyager incognito, surtout lors de rendez-vous galants, explique Mme Gallego, qui est célibataire. « Quand on est maire, on ne sait jamais si on va être reconnue ou pas. »

La maire a compris qui était aux commandes lorsqu'elle a pris un véhicule sans chauffeur pour se rendre à une conférence de presse.

« J'ai défilé ma ceinture un peu tôt pour m'assurer que les gens ne m'attendraient pas, et le véhicule s'est arrêté », raconte-t-elle. « Une voix m'a dit qu'il fallait rester attachée quand était dans une Waymo. »

Waymo One est un service de taxi sur application semblable à Uber – à la différence près qu'il

Lire ROBOTS-TAXIS en page III

Patrimoine Immobilier: la crise s'installe

JO OU PAS, les prix des logements baissent. Ils ont perdu près de 8% en un an à Paris selon les Notaires du Grand Paris. Et selon les avant-contrats déjà signés, ils vont continuer à baisser. Le recul des prix ne compense pas encore la hausse du coût du crédit malgré la légère baisse des taux d'emprunt (3,8% en moyenne sur 20 ans). On n'a pas touché le fond.

Le durcissement des règles sur les meublés touristiques, l'entrée en vigueur de nouvelles interdictions de location et la remise sur le marché de logements après les JO pourraient accentuer la tendance. Face à des propriétaires qui rêvent du monde d'avant, certains acquéreurs tentent donc de fortes négociations.

Lire IMMOBILIER en page III

DIDDY

Suite de la page 1

débuts, celle d'un dirigeant impétueux et audacieux pour lequel le mot limite ne veut rien dire.

Par la suite, pendant les différentes saisons de la série de télé-réalité de MTV « Making the Band », les exigences que posait M. Combs divertissait les foules, tandis qu'il évaluait de jeunes artistes pop et R&B en herbe

Les « White Parties » de Diddy sont devenues un jalon de l'agenda social estival, permettant à la culture hip-hop de trouver sa place dans le milieu des célébrités et inversant les règles du jeu de la vie en société

venus s'affronter sur scènes dans l'espoir de faire partie d'un nouveau groupe susceptible de décrocher un contrat avec Bad Boy Entertainment.

Diddy suivait l'école de pensée « pour réussir, il faut se comporter comme un con », commente Andy Tavel. L'avocat spécialisé de longue date dans le secteur du hip-hop s'est occupé des renégociations entre Notorious B.I.G. et M. Combs dans les années 1990.

Son premier album solo à succès *No Way Out*, sorti en 1997, est arrivé après l'assassinat de Notorious B.I.G., l'artiste le plus important de Bad Boy Entertainment. Mais les ventes des albums suivants se sont effondrées au fil du temps. Etant un producteur à succès, M. Combs apparaissait souvent dans les chansons et les clips vidéo de ses artistes. Ces apparitions vedettes ont permis à des artistes moins connus de se faire connaître mais lui ont également attiré des critiques selon lesquelles il privilégiait sa propre personne et son label au détriment du travail des artistes sous contrat avec Bad Boy Entertainment.

Kirk Burrowes est l'ancien président et directeur général de Bad Boy Entertainment. Selon lui, M. Combs était doué pour changer l'image de nouveaux artistes afin de les aider à réussir.

« Il est capable d'apporter non seulement le look qu'il faut, ce bon "je ne sais quoi", mais aussi de fabriquer, d'inventer, d'intercaler, d'échantillonner, de se pro-

curer certaines des meilleures musiques pour les artistes, même s'il n'est pas musicien », commente Kirk Burrowes.

En 1999, M. Combs a été arrêté pour des accusations d'agression sur la personne du directeur artistique Steve Stoute, selon les informations parues à l'époque dans la presse. L'ire de M. Combs aurait été provoquée par la publication d'images le représentant suspendu à une croix dans le clip vidéo d'un autre artiste. Accompagné de deux hommes, il s'en serait pris à M. Stoute dans son bureau en le frappant à coups de poing, de téléphone et de chaise. M. Combs a été inculpé pour cette agression. Après que M. Combs a présenté des excuses publiquement, M. Stoute a demandé l'abandon des poursuites. M. Combs a plaidé coupable pour harcèlement et a été condamné à suivre un cours de gestion de la colère. Les deux hommes ont fini par enterrer la hache de guerre.

En 2003, M. Burrowes a prétendu lors d'un procès que M. Combs l'avait forcé à renoncer à une part de 25% dans Bad Boy Entertainment en se présentant à son bureau avec son avocat et une batte de base-ball. M. Combs a nié l'accusation, déposant une requête en irrecevabilité qualifiant l'allégation de « farfelue » et affirmant que ces poursuites en justice étaient utilisées pour obliger une célébrité sur le banc des accusés à accepter un accord amiable. Un juge a rejeté l'action en justice de M. Burrowes en partie parce qu'elle n'était pas conforme aux délais en matière de prescription.

Pendant la production de *Making the Band*, des personnes connaissant la production affirment que M. Combs se présentait régulièrement aux tournages avec plusieurs heures de retard et qu'il exigeait parfois des augmentations de rémunération à six chiffres et la mise à disposition d'un jet privé.

QUAND DIDDY MÈNE LA GRANDE VIE

Les exigences de M. Combs se sont finalement étendues au monde des affaires. Des décideurs du monde de la mode et du luxe ont été séduits par la façon dont il mélangeait le goût du risque et les privilèges liés à la vie en haute société.

Ses « White Parties » sont devenues un jalon de l'agenda social estival, permettant à la culture hip-hop de trouver sa place dans le milieu des célébrités et inversant les règles du jeu de la vie en société : au lieu de riches Blancs organisent des soirées en smoking noir, les participants devaient se conformer à un code vestimentaire strict et ne porter que du blanc.

Sa ligne de vêtements, Sean John, clin d'œil à son nom à l'état civil, a connu des débuts fracassants lors de la Fashion



SIPA PRESS

En mars, les maisons de Los Angeles et de Miami de Diddy ont été perquisitionnées par des agents du département de la Sécurité intérieure dans le cadre d'une enquête pour trafic sexuel.

Week de New York en 2000. Les mannequins défilaient avec des manteaux de fourrure, des pantalons brillant de mille feux et des joggings colorés. En l'espace de quelques années, le Conseil des créateurs de mode américains l'a désigné créateur de mode masculine de l'année et, en 2006, le chiffre d'affaires annuel de Sean John aux États-Unis a dépassé les 400 millions de dollars.

Lorsque M. Combs s'est associé à Estée Lauder pour créer sa propre eau de toilette Sean John, un dirigeant d'Estée Lauder s'est rendu chez lui à Beverly Hills en 2005, selon des personnes proches du dossier, et ils ont trié ensemble tous les produits de beauté haut de gamme qu'il y avait dans sa salle de bain pour trouver l'inspiration. Il voulait un produit haut de gamme et prestigieux, et non quelque chose qui permettrait d'utiliser son nom sous licence pour faire rapidement de l'argent.

L'eau de toilette Unforgivable a été lancée l'année suivante, avec des publicités montrant M. Combs au lit avec deux femmes.

Le PDG de l'époque, William Lauder, a déclaré aux investisseurs qu'Unforgivable était devenu le numéro un des ventes après sa sortie et que les ventes étaient deux fois plus élevées que les prévisions faites par la société. M. Combs empochait environ 3 millions de dollars par an de royalties, selon une source proche du dossier. Le quotidien de mode féminin *Women's Wear Daily* a déclaré que M. Combs et Estée Lauder étaient « le nouveau tandem du monde de la beauté ».

Mais la relation entre les Lauders et M. Combs n'a pas tardé à s'envenimer. Entre la sortie du premier parfum de M. Combs et celle de son deuxième parfum pour hommes, *I Am King*, en 2008, les dirigeants du groupe de cosmétique ont remarqué un changement. Il est devenu plus instable, formulant des exigences considérées par ces derniers comme extravagantes, demandant notamment que la société paie pour tout - vêtements, boissons, dîners et fêtes, selon des personnes proches du dossier.

La société a loué un yacht à Saint-Tropez pour environ 500 000 dollars afin de filmer la campagne publicitaire autour de *I Am King*. On y voyait M. Combs vêtu d'un smoking, chevauchant un jet ski et passant d'une soirée de luxe à une autre et toujours accompagné de

femmes. « Vous êtes ce que vous dites être », déclarait-il dans une publicité. « Je suis le roi. »

Les dirigeants d'Estée Lauder ont été exaspérés de voir que le yacht devenait ce qu'ils considéraient comme une sorte de résidence de vacances pour M. Combs, qui y recevait de jeunes femmes et des pique-assiettes.

Estée Lauder a stoppé la distribution des parfums Sean John fin 2012.

BOIRE UN VERRE MAIS... JUSQU'À LA LIE

En 2007, M. Combs a conclu l'un de ses contrats les plus médiatisés en devenant l'égérie de la vodka Cîroc de Diageo, une vodka peu connue distillée à base de raisins plutôt que de céréales. La vie de « bad boy » fêtard était le principal outil marketing de M. Combs et il a prouvé une nouvelle fois qu'il transformait en or tout ce qu'il touchait. Les ventes de Cîroc ont grimpé en flèche, passant de 65 000 caisses avant l'arrivée de M. Combs pour atteindre le pic de 2,1 millions de caisses en 2014, selon S&D Insights. Puis les ventes ont lentement baissé pour atteindre 1,6 million de caisses en 2022.

Diageo a doublé la mise avec M. Combs en achetant une marque de tequila, DeLeón, en 2013. Plutôt que de prêter seulement son visage à la boisson, M. Combs en deviendrait le propriétaire à parts égales avec le groupe de boissons.

Les ambitions de l'artiste pour DeLeón ne se sont jamais concrétisées. L'année dernière, il a intenté un procès à Diageo, affirmant que le géant des spiritueux produisait des « quantités insuffisantes et anormalement basses » de DeLeón. M. Combs a prétendu que les décisions de la société étaient racistes et a formulé des critiques détaillées, affirmant que l'étiquette avait été bâclée car elle faisait apparaître facilement des bulles, ce qui donnait à la bouteille un aspect bas de gamme.

Il a pressé la société de commercialiser la DeLeón et la Cîroc auprès d'un public plus large, plutôt que de les présenter comme des « marques destinées à la communauté afro-américaine ou des marques qui marchent bien dans certains coins ou zones urbaines », selon les motifs avancés dans le cadre du procès.

« Si le groupe Diageo est vraiment prêt à s'engager en faveur de la diversité, il ne peut plus jamais traiter une personne de couleur de cette manière », a

reproché M. Combs à la société dans le cadre du procès intenté contre Diageo.

Diageo s'est défendu devant la justice en donnant une autre version de la rupture de la collaboration. La société a déclaré que, dès le début, M. Combs avait refusé d'investir plus de 1000 dollars de sa propre poche dans l'accord de prise de participation à 50-50, alors que Diageo, de son côté, avait investi plus de 100 millions de dollars.

La société a récusé l'existence de problèmes liés au nouvel emballage et a affirmé que les ventes avaient augmenté après sa mise sur le marché.

En ce qui concerne les conditions financières de l'accord, M. Combs pensait que sa célébrité suffirait à obtenir sa part, selon la société. Diageo a souligné que M. Combs avait posé des exigences coûteuses pour continuer à commercialiser DeLeón, épuisant un budget de publicité et de

« Il ne s'est concentré que sur une seule chose : son propre enrichissement »

promotion de 15 millions de dollars plus rapidement que prévu, selon des documents juridiques déposés par Diageo.

En mai 2021, Diageo s'est engagée publiquement à faire don de 100 millions de dollars pour aider le secteur de l'hôtellerie ainsi que des communautés défavorisées à remonter la pente après la pandémie de Covid. En coulisses, M. Combs a exigé que Diageo lui règle 100 millions de dollars et a menacé de « contacter tous les médias » pour « mettre le feu à la maison » en lançant des accusations publiques de racisme, si Diageo refusait de lui faire le chèque, toujours selon des documents juridiques déposés par Diageo.

« M. Combs ne s'est concentré que sur une seule chose : son propre enrichissement », a déclaré la société lors d'un procès.

Diageo a mis fin à sa relation commerciale avec M. Combs en juin 2023, tandis que la bataille devant les tribunaux poursuivait son cours.

Six mois plus tard, après que plusieurs personnes ont porté plainte devant les tribunaux

pour des accusations d'agression sexuelle et de violence à l'encontre de M. Combs, Diageo lui a versé 200 millions de dollars pour racheter ses 50% de parts dans DeLeón. Leur relation commerciale s'est arrêtée là.

« JE NE DEMANDE PAS PARDON »

L'année dernière, M. Combs a sorti *The Love Album*, son premier disque en l'espace de treize ans.

« Pour moi, ce n'est pas de l'arnaque », a déclaré M. Combs aux animateurs de l'émission de radio « The Breakfast Club » en septembre. « C'est une forme d'art. C'est de l'amour. C'est un super pouvoir de Dieu. »

La star semble ouvrir un nouveau chapitre. Il a commencé à rendre les droits d'édition à d'anciens artistes de Bad Boy Entertainment comme Mase, Faith Evans et la succession de Notorious B.I.G. Il a fait don de millions de dollars à des collèges et universités historiquement fréquentés par la communauté afro-américaine, se positionnant comme un « aîné » bienveillant dans l'industrie de la musique.

Les nouvelles accusations qui ont été portées contre lui ont eu raison de ses efforts pour se refaire une image.

« Je pense que tout artiste ayant autant d'influence que lui devrait l'utiliser pour le bien commun », souhaite Bryan Breeding, chanteur du groupe de R&B B5, qui a signé un contrat avec Bad Boy Entertainment au début des années 2000. « Quand on a de l'influence sur toute une culture, cela implique des responsabilités. »

Dans les excuses qu'il a présentées publiquement dans une vidéo publiée en mai, après que les images le montrant lui et Mme Ventura ont fait surface, M. Combs a fait acte de contrition. « Il est tellement difficile de réfléchir aux moments les plus sombres de sa vie. Parfois, il faut le faire », dit-il, ajoutant qu'il suivait une thérapie et une cure de désintoxication et qu'il demandait à Dieu sa grâce et sa miséricorde. « Je me suis engagé à devenir un homme meilleur chaque jour. Je ne demande pas pardon. Je suis vraiment désolé. »

Katherine Sayre et Neil Shah

Sabela Ojea,

Joe Flint et Alicia Caldwell ont contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Emmanuelle Serrano)

Edited from the original



SIPA PRESS

Diddy a son étoile sur Hollywood Boulevard depuis 2008.



SIPA PRESS

Pour la maire de Phoenix, Kate Gallego, les véhicules autonomes sont formidables pour voyager incognito, surtout lors de rendez-vous galants.

ROBOTS-TAXIS

Suite de la page 1

n'y a personne au volant. Des dizaines de milliers de courses sont réalisées chaque semaine dans la région métropolitaine de Phoenix par le biais de cette application, affirme l'entreprise, également présente à San Francisco et à Los Angeles.

Waymo, une filiale d'Alphabet, maison mère de Google, affirme que ses voitures autonomes sont plus sûres. Aucun risque de tomber sur un chauffeur en chair et en os qui écrase le champignon ou a bu un petit

Des dizaines de milliers de courses sont réalisées chaque semaine dans la région métropolitaine de Phoenix

coup entre deux courses. Pourtant, comme avec toutes les machines faites par les hommes, il n'y a pas de risque zéro. Cette année à San Francisco, un véhicule Waymo est entré en collision avec un cycliste qui a été légèrement blessé. La National Highway Traffic Safety Administration est en train d'enquêter sur le dossier de sécurité de l'entreprise. Waymo affirme que le cycliste n'était pas visible et que la voiture n'avait pas suffisamment de temps pour éviter la collision. L'entreprise a déclaré qu'elle collaborait à l'enquête.

Mark Rutte, le Premier ministre des Pays-Bas, a voulu tester la conduite sans chauffeur lors d'une visite en Arizona l'année dernière. Son équipe de sécurité, refusant de prendre

le moindre risque, l'a essayée avant lui. Lorsque le tour du Premier ministre est venu, un agent s'est installé sur le siège avant et un autre a suivi le véhicule au volant d'une autre voiture.

Dirk Janssen, consul général néerlandais à San Francisco qui a aidé à organiser ce trajet, avoue ne s'être senti qu'un peu nerveux en voyant la voiture s'éloigner avec le Premier ministre à l'intérieur. Il avait déjà confié des VIP à Waymo à San Francisco.

« Si je lui confie mes enfants », affirme M. Janssen, « on peut bien y mettre le Premier ministre ».

Le Premier ministre a semblé apprécier l'expérience. « Wow, elle se conduit toute seule » peut-on voir M. Rutte s'ébaubir dans une vidéo du trajet. « C'est complètement fou. »

Les édiles de Phoenix présentent les véhicules autonomes de Waymo comme un atout auprès des entreprises intéressées par une éventuelle implantation dans la région. Lorsqu'ils viennent jeter un œil à des sites potentiels, les membres du conseil économique du Greater Phoenix proposent aux visiteurs de prendre un Waymo à l'aéroport.

Pour beaucoup, le trajet en Waymo est le premier sujet de conversation, rapporte Chris Camacho, directeur du conseil économique. Les gens adorent ne pas être obligés de papoter avec un chauffeur, ajoute-t-il.

Christine Bustamante, consultante en sites d'implantation pour les entreprises cherchant à s'agrandir, a visité Phoenix cette année et dit avoir tant apprécié son trajet en Waymo qu'elle envisage d'en prendre chaque fois qu'elle reviendra.

« J'ai été tout bonnement fascinée », affirme-t-elle. « Le volant tournait et il n'y avait personne. »

Quoi qu'il en soit, explique Mme Bustamante, ses clients se basent sur des prix de l'immo-

bilier abordables, une main-d'œuvre appropriée à leur activité et un environnement favorable aux entreprises pour prendre leurs décisions – pas sur ce qui se trouve, ou pas, derrière le volant.

Meghan Alfonso, PDG de l'entreprise d'organisation d'événements Girl About Town, rapporte que son personnel recommande généralement Waymo pour les petites fêtes d'enterrement de vie de jeune fille ou de jeune homme.

Les femmes apprécient souvent de ne pas être accompagnées par un inconnu tard le soir, surtout après une soirée bien arrosée, explique-t-elle, et les hommes aiment avoir la liberté de pouvoir faire du bruit ou de dire des grossièretés dans la voiture.

Un soir, un groupe s'est fait rabrouer, car ses membres essayaient d'être trop nombreux dans la Waymo. Une voix dans le haut-parleur s'est mise à crier et la voiture est partie sans eux, rapporte Mme Alfonso. Il arrive aussi que des clients se plaignent que les voitures respectent les limites de vitesse, ajoute-t-elle.

Chris Bonelli, porte-parole de Waymo, affirme que les véhicules de son entreprise respectent les limites de vitesse, exigent le port de la ceinture et ne permettent pas que les passagers soient en surnombre.

Paul Cronin, 60 ans, habite à Scottsdale en Arizona. Voir des véhicules sans chauffeur circuler dans la ville lui donne l'impression de vivre dans le futur.

Pour sa part, M. Cronin ne se voit pas monter à bord. « Je n'aime déjà pas prendre l'avion », explique-t-il. « Je n'aime pas ne pas avoir le contrôle. »

Eliza Collins

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérangère Viennot)

Edited from the original

Immobilier: la crise s'installe

PATRIMOINE

EN BOURSE, on dit qu'on n'attrape pas un couteau qui tombe. C'est un peu la même chose sur le marché immobilier. Les acquéreurs ne sont pas pressés d'acheter, ils attendent, dans l'espoir d'acheter moins cher. Les ménages espèrent d'ailleurs gagner sur deux tableaux, celui des prix et celui du crédit, avec des propriétaires qui reverront leurs prétentions à la baisse et des banques qui diminueront les taux des prêts.

Ceux qui sont en location le restent, les jeunes actifs qui sont chez leurs parents et qui ne trouvent pas de locations font grossir leur pelote espérant pouvoir acheter quand ils auront davantage épargné et les familles, déjà propriétaires, se serrent en attendant de pouvoir s'offrir les mètres carrés qui leur manquent. « La crise est en train de s'ancrer », estime Maître Elodie Frémont, notaire à Paris.

Au premier trimestre, les ventes de logements anciens ont baissé de 24% en volume par rapport au premier trimestre 2023 et de 40% par rapport au premier trimestre 2022. Pour les Notaires du Grand Paris, il faut que les prix continuent à baisser pour que les ménages retrouvent du pouvoir d'achat. Face à ce qu'ils qualifient de véritable crise du logement, les notaires souhaitent « une prise de conscience majeure des pouvoirs publics et des actions à la hauteur des enjeux ». Ce n'est pas la baisse des prix qui est en cause, c'est le gel du marché.

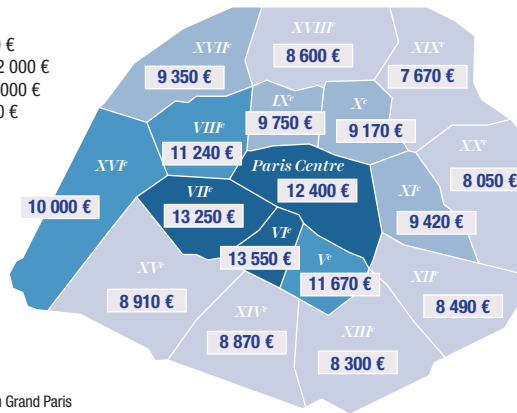
A Paris, le prix moyen du mètre carré était de 9 490 euros fin mars. Il a baissé de 7,9% en un an selon les Notaires du Grand Paris. Onze des vingt arrondissements de la capitale sont passés en dessous de la barre symbo-

Les prix à l'achat à Paris

Prix au m² standardisés des appartements anciens à Paris par arrondissement, au 1^{er} trimestre 2024

Prix au m² :

- Plus de 12 000 €
- De 10 000 à 12 000 €
- De 9 000 à 10 000 €
- Moins de 9 000 €



SOURCE : Notaires du Grand Paris

lique des 10 000 euros le mètre carré. Les écarts se creusent entre arrondissements, alors qu'en période d'euphorie ils s'étaient réduits. Fin mars, le mètre carré valait ainsi en moyenne 7 670 euros dans le 19^e arrondissement et 13 550 euros dans le 6^e, les deux extrêmes.

Depuis cinq ans, les prix n'ont au final augmenté que de 2,1% à Paris et les prix des studios, eux, n'ont pas évolué. Le mètre carré parisien devrait tomber à 9 370 euros en juillet 2024, au vu des avant-contrats. Il atteignait 10 860 euros en novembre 2020. C'est donc un recul de 13,7% en moins de quatre ans.

De son côté, le robinet du crédit se desserre lentement. Manque d'appétit de ménages attentistes et prudence des banques se conjuguent. D'après la Banque de France, 21,7 milliards d'euros ont été prêtés aux ménages au premier trimestre, contre 38 milliards au premier trimestre 2023 (-42%) et plus de 56 milliards au premier trimestre 2022 (-61%).

L'immobilier est affaire de psychologie, mais aussi de chiffres. Les ménages ont perdu

du pouvoir d'achat. Les notaires ont calculé que l'acheteur qui pouvait s'offrir 65 m² en janvier 2022 ne peut plus acheter que 58 m² pour le même coût d'emprunt total.

Les investisseurs sont poussés à se détourner de l'immobilier pénalisé fiscalement et source d'une accumulation de contraintes. Acheter une passoire thermique est présenté par de nombreux conseillers en investissement comme une bonne affaire. Encore faut-il arriver à acheter à un bon prix et maîtriser le prix des travaux et leur délai de réalisation. Or tous ceux qui ont effectué des travaux savent combien il est difficile de tenir un budget et des délais.

Les investisseurs renâclent tant les contraintes sont lourdes. D'autant qu'ils devraient avoir l'embarras du choix : en Ile de France, beaucoup de petites surfaces risquent d'être mises en vente après les JO et les promoteurs consentent des réductions sur des programmes neufs achevés ou en voie d'achèvement qui ont l'avantage d'avoir le bon DPE.

Le marché du logement grince de tous côtés. « Les vendeurs qui baissent leurs prix vendent, mais les transactions sont compliquées. Tout est compliqué : l'obtention du crédit, la négociation du prix, etc. Même les étrangers négocient ! », constate Maître Christian Godard, notaire en Seine-et-Marne.

Le secteur navigue dans le brouillard. Les inconnues sont nombreuses : le calendrier d'interdiction de locations sera-t-il tenu ? Les pouvoirs publics ont assuré que oui. Si c'est le cas, est-ce que ça passera ou est-ce que ça cassera ? Cette interdiction sera-t-elle respectée ? Les propriétaires vont-ils les retirer du marché, les louer sans bail, les vendre, les laisser vacants ? Réponses en 2025.

Carole Papazian



SIPA PRESS

Les jeunes actifs qui sont chez leurs parents et qui ne trouvent pas de locations font grossir leur pelote espérant pouvoir acheter quand ils auront davantage épargné.

PATRIMOINE - Le conseil de la semaine

Résidences services: stratégiques et attractives

DANS UN CONTEXTE immobilier encore incertain, l'option des résidences services gérées sous bail commercial (LMNP) se révèle stratégique et attractive, notamment sur le marché secondaire. Qu'elles soient étu-

diantes, seniors ou d'affaires, elles offrent des rendements élevés et stables avec des risques restant maîtrisés. Déjà exploitées, elles génèrent des revenus locatifs immédiats et l'on peut compter sur des rendements compris entre 3,5 et 8%. Côté enveloppe, les investissements restent abordables, avec des budgets d'acquisition autour de 100 000 euros en moyenne. Un historique de gestion permet de mieux réduire ainsi les risques. De plus, les résidences pour étudiants ou seniors répondent aux préoccupations et besoins sociétaux actuels. La variété

du choix sur le marché secondaire permet de faire un choix adapté à son budget et ses objectifs financiers. Enfin, la fiscalité du LMNP permet d'amortir comptablement le bien et les meubles, et de déduire les charges, réduisant ainsi l'impôt sur les revenus locatifs, souvent pour plus de 20 ans. Reste que, pour un investissement optimal sur les résidences gérées en LMNP sur le marché secondaire, un accompagnement est souvent recommandé : en plus d'analyser le dossier dans ses moindres détails, ils peuvent proposer des services et assurances spécifiques.



ALEXANDRE TEITGEN, directeur de l'offre immobilière chez Consultim Groupe

LE POCHAT PHILIPPE



ELIZA COLLINS/THE WALL STREET JOURNAL

Waymo One est un service de VTC sur application semblable à Uber, mais sans chauffeur.

O2

L'esprit du luxe,
le luxe avec esprit

Glasshütte Original: l'excellence saxonne

Qui a dit que les femmes et la mécanique faisaient deux ? Pas Glasshütte Original en tout cas, qui leur dédie, pour la première fois de son histoire, un calibre, le numéro 35, à remontage automatique avec 60 heures de réserve de marche. Ce dernier équipe la nouvelle montre, baptisée Serenade Luna, de la manufacture allemande.

Inspiré par la nuit et ses clairs de lune, son cadran propose une ouverture ronde aménagée à 6 heures pour observer l'astre de nacre évoluer sur un décor étoilé. Spécialité de la maison, la complication de la phase de lune se présente ici avec une esthétique modernisée et dans un boîtier étonnamment compact puisque son diamètre est limité à 32,5 mm. Pour épouser les différentes facettes d'une femme, ce modèle se décline en quatre versions aux personnalités très différentes.

Deux d'entre elles s'habillent d'un cadran de nacre, mais l'une illumine sa lunette de diamants, tandis que l'autre mise sur la sobriété. Elles conservent

Née de la meilleure tradition horlogère allemande, la manufacture Glasshütte Original met les femmes à l'honneur avec son nouveau modèle à phases de lune Serenade Luna



Le calibre numéro 35, à remontage automatique avec 60 heures de réserve de marche, équipe ce nouveau garde-temps, conçu dans la manufacture allemande **Glasshütte Original**. Destinée à la gent féminine, et baptisée Serenade Luna, et inspirée par la nuit et ses clairs de lune, cette montre se décline en plusieurs cadrans, plus ou moins pavés.

tout de même les index sertis, un point commun à toute la collection. La troisième a opté pour le bleu avec une finition soleil aux reflets chatoyants. Ces références sont en acier tandis que la quatrième est conçue en or rouge pour contraster élégamment avec son cadran « golden green ». Toutes les références sont proposées avec un bracelet en alligator de Louisiane dont les coloris s'accordent respectivement avec chaque cadran. Grâce à un mécanisme très simple, ce dernier peut rapidement être changé pour un bracelet métallique sur les références en acier. Dernier

raffinement, le mécanisme est visible, en retournant le boîtier, à travers la transparence d'un verre saphir.

Fabriquée à la main dans les ateliers de Glasshütte Original, en Saxe, la Serenade Luna vient s'ajouter à la prestigieuse production de montres qui anime depuis le XIX^e siècle cette région située à l'est de l'Allemagne. En 1845, les premiers horlogers, aidés financièrement par le gouvernement, s'installent dans la petite ville de Glasshütte et commencent à fabriquer des montres dans leurs ateliers. Ces garde-temps sont rapidement remarqués dans le monde entier

pour leur qualité, notamment les chronomètres marins réputés pour leur robustesse, leur fiabilité et leur précision. En 1878, l'école allemande d'horlogerie est fondée à Glasshütte pour transmettre et préserver ces savoir-faire locaux exceptionnels. Quatre décennies plus tard, la première pendule estampillée Original Glasshütte, afin de se distinguer des copies réalisées dans d'autres pays, voit le jour mais il faudra attendre 1927 pour que la mention apparaisse sur une montre pour homme. Après la Deuxième Guerre mondiale, la Saxe est intégrée à la RDA et les manufactures horlogères

de la ville sont regroupées. Au lendemain de la réunification allemande, en 1990, ce conglomérat une fois privatisé devient la marque Glasshütte Original intégrée en 2000 dans le Swatch Group. Fleuron de la haute horlogerie allemande, la manufacture produit jusqu'à 95% des composants de ses montres en interne, dont les fameux cadrans en gravure filigrane réalisée au laser. De quoi remplir largement les conditions de la loi Glasshütte qui vise, depuis 2022, à protéger l'excellence des productions horlogères de la ville ainsi que leurs artisans.

Louise Prothery

Montblanc : un centenaire au sommet



Montblanc célèbre le centième anniversaire du Meisterstück, son instrument d'écriture devenu une véritable icône planétaire.

La success story est née de l'idée de génie d'un trio d'entrepreneurs.

Le banquier Alfred Nehemias, l'ingénieur August Eberstein et le négociant en papeterie Claus Voss – fondateurs de la marque Simplo qui deviendra plus tard Montblanc – se piquent de créer un stylo à plume doté d'une recharge. Une sacrée audace car, à l'époque, il faut encore tremper sa plume dans un encrier pour écrire. Ce qui est peu pratique, salissant et difficile à transporter. En 1906, apparaît alors le premier et révolutionnaire stylo-plume rechargeable.

Il ne tâche pas, revendique un savoir-faire évident et une silhouette sobre et élégante. Bap-

tisé « Rouge et Noir » en référence au jeu de la roulette, il devient aussitôt une légende. Son succès fulgurant pousse ses trois créateurs à donner une identité claire à leur marque, qui devient Montblanc, en 1910. Le symbole de la griffe fait mouche avec une étoile blanche qui symbolise le glacier du Mont-Blanc vu du ciel, avec ses six pentes enneigées. Au fil des ans, les modèles se multiplient. Ils sont toujours plus performants, ergonomiques et élégants, jusqu'à l'année 1924 où la collection Meisterstück – qui signifie chef-d'œuvre, en allemand – est lancée.

Cette marque, perçue comme technique et innovante, devient alors une référence du luxe. Le Meisterstück se distingue par sa plume en or faite à la main, gravée du chiffre 4810, en référence à l'altitude du Mont-Blanc. Chaque stylo est

généralement orné d'un motif bicolore, d'une agrafe et de bagues dorées. Enfin, il assume une forme oblongue qui rappelle les contours d'un cigare, couronné de l'emblème de la marque sur le dôme du capuchon. Objet précieux et statutaire, il apparaît au cinéma, dans les mains d'écrivains célèbres et de chefs d'Etat lors de signatures de traités internationaux. Très prisé des collectionneurs, il est régulièrement revisité avec une esthétique qui s'inspire de personnalités comme Elvis Presley, Jimmy Hendrix ou encore John F. Kennedy. Le Meisterstück fait également l'objet d'éditions spéciales, comme à travers une collaboration récente avec Ferrari. Montblanc a notamment édité le Diamond Solitaire, entièrement serti de diamants ou fabriqué à seulement dix pièces, comme le fameux Taj Mahal.



Des pièces d'exception qui reprennent certaines techniques utilisées en joaillerie.

Pour célébrer son centenaire, la marque lance la collection Meisterstück The Origin. Elle se compose de modèles en résine noire, bleue ou verte, sublimés par des attributs platins comme l'anneau de capuchon et l'agrafe. La plume rhodiée en or massif est ornée du design spécial, créé pour le centenaire. Les éditions Doué et Solitaire se distinguent par leurs capuchons et corps revêtus de laque et d'or dans un esprit très Art Déco. En parallèle, Montblanc lance trois flacons d'encre en verre collector, des carnets en cuir, une sélection de boutons de manchette en acier et laque et des bracelets en cuir avec un fermoir en acier au design vintage.

Fabrice Léonard

Importe le flacon...

A un journaliste un peu trop téméraire qui demanda un jour avec quoi dormait Marilyn Monroe, l'actrice avait répondu spontanément : « Quelques gouttes de Chanel N°5 ». L'histoire ne dit pas si c'est pour décocher un clin d'œil à sa fameuse punchline, que Chanel présente aujourd'hui un flacon en forme... de goutte!

Pour accueillir N°5 L'EAU, une itération résolument fraîche et florale autour du N°5, un parfum mythique et déjà centenaire, les éminences créatives de Chanel ont imaginé une goutte de verre. Un flacon, comme un manifeste d'épure et d'ergonomie. Menu, ovale et sensuel, il a des airs de galet transparent.

Pour la première fois de l'histoire de la maison, N°5 L'EAU s'affranchit de son écrin historique en imaginant un flacon équilibré qui ne tient pas debout.

Par sa forme et sa structure arrondie et éthérée, la puissante essence s'habillerait presque d'une seconde peau de verre, comme pour encore mieux faire rayonner sa fragrance.

Sur le plan olfactif, c'est une goutte presque solaire qui irradie avec ses notes hespéridées. Les agrumes en majesté, dopés par les aldéhydes, s'entourent d'un bouquet floral de jasmin, de rose et d'ylang ylang. Ce délicat sillage se corse enfin, au contact du vétiver et du cèdre.

Ce flacon résolument poétique et design est un écrin éphémère, disponible dès le 13 juin. Un collector à savourer, le temps d'une édition limitée.

Cet objet presque organique tient dans la main ou se glisse facilement dans la poche ou dans un sac à main. Il paraît qu'à force de l'avoir sur soi, on l'a dans la peau. Marilyn Monroe aurait sans doute apprécié...

Marine de La Horie

